

Chambre des Représentants de Belgique

SESSION ORDINAIRE 1993-1994 (*)

16 JUIN 1994

PROPOSITION DE LOI de répression de la traite des êtres humains

RAPPORT

FAIT AU NOM DE LA COMMISSION
DE LA JUSTICE (1)

PAR M. LANDUYT

MESDAMES, MESSIEURS,

Votre Commission a examiné cette proposition de loi au cours de ses réunions des 18 mai et 8 juin 1994.

(1) Composition de la Commission :

Président : M. Ylief.

A. — Titulaires :

C.V.P. MM. De Clerck, Desmet,
Mme Merckx-Van Goey,
MM. Vandeuren, Van
Parys.
P.S. MM. Mayeur, Minet, Mou-
reaux, Ylief.
V.L.D. MM. Berben, Coveliers, De-
wael, Verwilghen.
S.P. MM. Landuyt, Swennen,
Vande Lanotte.
P.R.L. M. Duquesne, Mme Sten-
gers.
P.S.C. M. Beaufays, Mme de T'Ser-
claes.
Ecolo/
Agalev
VI. M. Simons, Mme Vogels.
Blok Mme Dillen.

B. — Suppléants :

M. Breyne, Mme Leysen, M. Van-
dendriessche, N., N., N.
Mme Burgeon (C.), MM. Canon,
Eerdeken, Poty, Walry.
MM. Chevalier, De Groot, Kemp-
naire, Platteau, Verhofstadt.
MM. De Mol, Logist, Peeters (J.),
Van der Sande.
MM. De Decker, Reynders, Simonet.
Mme Corbisier-Hagon, MM. Hol-
logne, Poncelet.
Mme Aelvoet, MM. Brisart, Dallons.
MM. Annemans, Van Overmeire.

Voir :

- 1381 - 93 / 94 :

- N° 1 : Proposition de loi de M. Vande Lanotte et consorts.
- N°s 2 à 5 : Amendements.

Voir également :

- N° 7 : Texte adopté par la Commission.

(*) Troisième session de la 48^e législature.

Belgische Kamer van Volksvertegenwoordigers

GEWONE ZITTING 1993-1994 (*)

16 JUNI 1994

WETSVOORSTEL tot bestrijding van de mensenhandel

VERSLAG

NAMENS DE COMMISSIE VOOR
DE JUSTITIE (1)

UITGEBRACHT DOOR DE HEER LANDUYT

DAMES EN HEREN,

Uw Commissie heeft dit wetsvoorstel besproken tijdens haar vergaderingen van 18 mei en 8 juni 1994.

(1) Samenstelling van de Commissie :

Voorzitter : de heer Ylief.

A. — Vaste leden :

C.V.P. HH. De Clerck, Desmet,
Mevr. Merckx-Van Goey,
HH. Vandeuren, Van
Parys.
P.S. HH. Mayeur, Minet, Mou-
reaux, Ylief.
V.L.D. HH. Berben, Coveliers, De-
wael, Verwilghen.
S.P. HH. Landuyt, Swennen,
Vande Lanotte.
P.R.L. H. Duquesne, Mevr. Sten-
gers.
P.S.C. H. Beaufays, Mevr. de T'Ser-
claes.
Ecolo/
Agalev
VI. H. Simons, Mevr. Vogels.
Blok Mevr. Dillen.

B. — Plaatsvervangers :

H. Breyne, Mevr. Leysen, H. Van-
dendriessche, N., N., N.
Mevr. Burgeon (C.), HH. Canon,
Eerdeken, Poty, Walry.
HH. Chevalier, De Groot, Kemp-
naire, Platteau, Verhofstadt.
HH. De Mol, Logist, Peeters (J.),
Van der Sande.
HH. De Decker, Reynders, Simonet.
Mevr. Corbisier-Hagon, HH. Hol-
logne, Poncelet.
Mevr. Aelvoet, HH. Brisart, Dallons.
HH. Annemans, Van Overmeire.

Zie :

- 1381 - 93 / 94 :

- N° 1 : Wetsvoorstel van de heer Vande Lanotte c.s.
- N°s 2 tot 5 : Amendementen.

Zie ook :

- N° 7 : Tekst aangenomen door de Commissie.

(*) Derde zitting van de 48^e zittingsperiode.

I. — EXPOSE INTRODUCTIF DE L'AUTEUR DE LA PROPOSITION DE LOI

La proposition de loi à l'examen a été inspirée par les travaux et recommandations de la commission d'enquête chargée d'élaborer une politique structurée visant la répression et l'abolition de la traite des êtres humains (rapport fait par Mmes Merckx-Van Goey et de T' Serclaes, Doc. n^{os} 673/7 et 8).

La commission d'enquête a constaté que l'arsenal légal existant destiné à lutter contre la traite des êtres humains présente des lacunes et n'est pas assez efficace.

La loi du 26 mai 1914 sur la répression de la traite des blanches avait initialement pour objet de réprimer la traite des êtres humains. Cet objectif a peu à peu été relégué à l'arrière-plan au profit de la répression plus générale de la prostitution et du proxénétisme.

La commission d'enquête a par ailleurs constaté qu'il était urgent de faire une distinction entre les étrangers qui entrent illégalement (mais de leur plein gré) en Belgique et ceux qui sont amenés ici sous la contrainte ou sous des prétextes fallacieux. L'abus qui est fait de la situation vulnérable de cette dernière catégorie d'étrangers constitue l'essence même de la notion de traite des êtres humains.

S'il arrive fréquemment que les victimes soient contraintes à se prostituer, il existe également d'autres formes d'exploitation.

Plusieurs modifications législatives sont proposées pour lutter contre la traite des êtres humains.

Les auteurs ont opté pour l'adaptation des lois existantes plutôt que pour l'élaboration d'une nouvelle législation spécifique.

1) La loi du 15 décembre 1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers est complétée de manière à rendre désormais punissable le « trafic » d'êtres humains.

2) Le Code pénal est également modifié.

Les infractions sont mieux différenciées et plus sévèrement punies. La possibilité de confiscation spéciale est étendue et la constitution de bande est également visée.

La proposition de loi contient également un chapitre consacré à la pornographie infantile. Les personnes qui exploitent ce genre de pornographie ne peuvent rester impunies.

3) Le texte proposé aborde par ailleurs le problème de l'extra-territorialité.

Le Belge qui se livre, à l'étranger, à la traite d'êtres humains doit également pouvoir être puni.

I. — TOELICHTING VAN DE INDIENER VAN HET WETSVORSTEL

De werkzaamheden en de aanbevelingen van de onderzoekscommissie, belast met een onderzoek naar een structureel beleid met het oog op de bestrafing en de uitroeiing van de mensenhandel (verslag uitgebracht door Mevrouw Merckx-Van Goey en Mevrouw de T' Serclaes, Stukken n^{rs} 673/7 en 8) liggen aan de basis van dit wetsvoorstel.

De onderzoekscommissie heeft vastgesteld dat het bestaande wettelijk arsenaal tot bestrijding van de mensenhandel lacunair en niet voldoende efficiënt is.

De wet van 26 mei 1914 tot bestrijding van de handel in vrouwen en meisjes was oorspronkelijk bedoeld als instrument tot bestrijding van de mensenhandel. Deze doelstelling werd geleidelijk naar de achtergrond verdrongen ten voordele van een meer algemene bestrafing van prostitutie, souteneur-schap en proxenetisme.

Bovendien heeft de onderzoekscommissie vastgesteld dat dringend een onderscheid moet kunnen gemaakt worden tussen de vreemdelingen die illegaal (maar vrijwillig) naar België komen en diegenen die onder druk of valse voorwendsels naar hier worden gehaald. In het misbruik dat wordt gemaakt van de kwetsbare situatie van deze laatste categorie van vreemdelingen ligt de kern van het begrip mensenhandel.

De slachtoffers worden vaak tot prostitutie gedwongen maar ook andere vormen van uitbuiting komen voor.

Verschillende wetswijzigingen worden voorgesteld om de mensenhandel te bestrijden.

Er werd geopteerd voor het aanpassen van de bestaande wetten, eerder dan voor het opstellen van een nieuwe bijzondere wetgeving.

1) De wet van 15 december 1980 betreffende de toegang tot het grondgebied, het verblijf, de vestiging en de verwijdering van de vreemdelingen wordt aangevuld zodat het « versjacheren » van mensen voortaan kan bestraft worden.

2) Ook het Strafwetboek wordt gewijzigd.

De misdrijven worden beter gedifferentieerd en de bestrafing wordt verstrengd. Tevens wordt de mogelijkheid tot bijzondere verbeurdverklaring uitgebreid en ook het geval van bendevorming wordt voorzien.

Het wetsvoorstel bevat eveneens een hoofdstuk over kinderpornografie. De personen die zich aan de exploitatie hiervan schuldig maken, mogen niet aan bestrafing ontsnappen.

3) De voorgestelde tekst heeft voorts aandacht voor de extraterritorialiteit.

De Belg die zich in het buitenland aan mensenhandel schuldig maakt, moet ook bestraft kunnen worden.

M. Vande Lanotte annonce enfin qu'il présentera un certain nombre d'amendements techniques en vue d'améliorer la proposition de loi.

II. — DISCUSSION GENERALE

1. Interventions des membres

Mme Stengers se réjouit que la proposition de loi à l'examen traduise fidèlement les recommandations de la commission d'enquête sur la traite des êtres humains.

C'est la raison pour laquelle elle a contresigné le texte, même si certaines améliorations techniques sont souhaitables.

La membre se félicite plus particulièrement de ce que la proposition de loi contienne un chapitre relatif à la pornographie infantine. Elle annonce que dans le cadre de l'examen du projet de loi portant abolition de la peine de mort (Doc. n° 1429/1), dont la Commission est également saisie, son groupe présentera un amendement tendant à pouvoir infliger une peine sévère assortie d'une *période de sûreté* aux auteurs de délits pervers.

La proposition de loi confie une mission particulière au Centre pour l'égalité des chances (article 12). L'intervenante ne croit pas cette disposition fort utile, mais c'est là une prise de position politique qui découle des critiques déjà émises auparavant par son groupe au sujet de ce centre.

Mme Stengers estime que le fait que l'article 12 précité donne à une série d'associations et d'organismes d'intérêt public la possibilité d'ester en justice devrait pouvoir suffire à garantir l'efficacité des dispositions proposées.

*
* *

M. Duquesne souscrit aussi pleinement aux objectifs de la proposition de loi.

Le membre émet principalement des réserves quant à la possibilité de prouver la traite d'êtres humains.

Le problème ne se posera pas tant lors de la poursuite de l'abus de mineurs. Leur âge constitue en effet déjà une preuve suffisante en soi. Dans le cas des autres infractions visées par la proposition de loi, le caractère international de cette forme de délinquance posera un problème particulier. Les intéressés ont en outre souvent fui délibérément la misère qui sévit dans leur propre pays. Ils n'ont dès lors jamais fait l'objet de « menaces », un délit qui serait d'ailleurs d'ores et déjà punissable dans l'état actuel de la législation.

Le fait qu'on abuse de la fragilité particulière de l'étranger devra par conséquent être démontré à

De heer Vande Lanotte kondigt ten slotte aan dat hij een aantal technische amendementen zal indienen om het wetsvoorstel te verbeteren.

II. — ALGEMENE BESPREKING

1. Tussenkomsten van de leden

Mevrouw Stengers stelt met tevredenheid vast dat dit wetsvoorstel de aanbevelingen van de onderzoekscommissie over de mensenhandel op een getrouwe wijze weergeeft.

Dat is de reden waarom ze de tekst mede ondertekend heeft, ondanks het feit dat sommige technische verbeteringen gewenst zijn.

Het lid is er in het bijzonder over verheugd dat het wetsvoorstel een hoofdstuk over de kinderpornografie bevat. Ze kondigt aan dat haar fractie, in het kader van de bespreking van een ander wetsontwerp dat eveneens bij deze commissie aanhangig is (wetsontwerp tot afschaffing van de doodstraf, n° 1429/1), een amendement zal indienen om aan daders van perverse misdrijven een strenge straf *met beveiligingsperiode* te kunnen opleggen.

Het wetsvoorstel geeft een bijzondere opdracht aan het Centrum voor Gelijkheid van kansen (artikel 12). De spreekster verwacht weinig nut van deze bepaling, maar dat is een politieke stellingname die verband houdt met de door haar fractie reeds eerder geuite kritiek op dit Centrum.

De mogelijkheid die in het voormelde artikel 12 aan een aantal verenigingen en aan de instellingen van openbaar nut wordt geboden om in rechte op te treden zou volgens *Mevrouw Stengers* de effectiviteit van de voorgestelde bepalingen reeds op afdoende wijze moeten kunnen waarborgen.

*
* *

Ook *de heer Duquesne* is het volledig eens met de doelstellingen van het wetsvoorstel.

Het lid heeft in hoofdzaak bedenkingen met betrekking tot de bewijsbaarheid van de mensenhandel.

Het probleem zal zich niet zozeer stellen bij de vervolging van het misbruik van minderjarigen. Hun leeftijd is al een voldoende bewijs op zich. In de andere door het wetsvoorstel beoogde misdrijven, zal het internationale karakter van deze vorm van delinquentie een bijzondere moeilijkheid opleveren. Bovendien is het vaak zo dat de betrokkenen de miserie in hun land vrijwillig ontvlucht zijn. Zij werden dan ook nooit « bedreigd », wat overigens in de huidige stand van de wetgeving reeds strafbaar zou zijn.

Het feit dat misbruik werd gemaakt van de bijzonder kwetsbare positie van de vreemdeling zal bijge-

l'aide d'éléments de preuve concernant les filières dans le pays d'origine, ce qui suppose une coopération policière et judiciaire efficace à l'échelon international.

Le ministre a-t-il, pour sa part, l'intention de proposer des mesures particulières sur ce plan ?

*
* *

Mme Dua a déposé une proposition de loi organisant la prostitution (Doc. n° 1407/1), qui a également été renvoyée à la Commission.

Elle constate que l'article 12 du texte à l'examen donne une définition trop générale de la notion de traite des êtres humains, étant donné que toute forme de prostitution (article 380bis du Code pénal) est considéré comme une forme de traite des êtres humains. Cette définition rend impossible l'adoption de sa proposition de loi organisant la prostitution.

L'intervenante demande également que la commission prenne position à propos du proxénétisme. Elle ne partage pas, à cet égard, le point de vue de l'auteur principal de la proposition de loi.

M. Coveliers se rallie aux observations formulées par *M. Duquesne* à propos de la coordination internationale des interventions de police. Cette coordination est le complément nécessaire de la loi pénale, qui constitue seulement le fondement des poursuites. Ensuite, les infractions doivent pouvoir être constatées et les auteurs arrêtés.

Sa deuxième remarque porte sur le déroulement de la discussion. Il fait observer que le vote sur la proposition de loi à l'examen peut avoir des conséquences pour l'examen des propositions de loi jointes. La prostitution n'est, pour l'instant, ni interdite, ni punissable en tant que telle en Belgique, et la proposition de loi de *Mme Dua* a même pour objet de l'organiser.

La Commission ne peut perdre cela de vue. La traite des êtres humains est effectivement un problème pressant, bien plus vaste que celui de la prostitution (il concerne aussi notamment les filières de candidats réfugiés politiques), dont l'approche impose un certain nombre de modifications, souvent techniques, de la législation.

Les discussions relatives à la publicité pour la prostitution et la débauche (proposition de loi Ylieff, Doc. n° 549/1) et la réglementation de la prostitution (proposition de loi Dua) seront reportées à plus tard mais ne peuvent être rendues impossibles.

*
* *

Mme Merckx-Van Goey constate avec satisfaction que les développements de la proposition de loi à l'examen s'inspirent des rapports des experts et des

volg moeten aangetoond worden aan de hand van bewijsmateriaal over de filières in het land van herkomst. Zulks is evenwel slechts mogelijk op voorwaarde dat de politionele en gerechtelijke internationale samenwerking vlot verloopt.

Heeft de minister van zijn kant de intentie om ook op dit vlak bijzondere maatregelen voor te stellen ?

*
* *

Mevrouw Dua is de indiener van een wetsvoorstel tot regeling van de prostitutie (Stuk n° 1407/1), dat eveneens naar de commissie werd verzonden.

Zij stelt vast dat artikel 12 van de voorliggende tekst het begrip mensenhandel te ruim omschrijft aangezien elke vorm van prostitutie (artikel 380bis van het Strafwetboek) als mensenhandel wordt gedefinieerd. Deze bepaling maakt haar wetsvoorstel over een reglementering van de prostitutie onmogelijk.

De spreekster vraagt ook dat de commissie een standpunt zou innemen met betrekking tot het souteneurschap. Zij deelt in dat verband niet de mening van de hoofdindieners van het wetsvoorstel.

De heer Coveliers sluit aan bij de opmerkingen van de heer *Duquesne* over de internationale coördinatie van het politie-optreden. Zulks is een noodzakelijk complement van de strafwet die alleen de basis voor de vervolging vastlegt. Vervolgens moeten de misdrijven vastgesteld en de daders gevat kunnen worden.

Zijn tweede opmerking betreft het verloop van de bespreking. Hij wijst erop dat de stemming over het voorliggende wetsvoorstel gevolgen kan hebben voor de bespreking over de toegevoegde wetsvoorstellen. Prostitutie is voorlopig niet strafbaar en in België terecht niet verboden; het wetsvoorstel van *Mevrouw Dua* beoogt zelfs de regeling ervan.

De commissie mag dat niet uit het oog verliezen. Mensenhandel is inderdaad een zeer dringend probleem, het is ook ruimer dan het probleem van de prostitutie (het betreft ondermeer ook filières van kandidaat-politieke vluchtelingen) en de aanpak ervan noopt tot een aantal, vaak technische, wetswijzigingen.

De discussies met betrekking tot de reclame voor prostitutie en ontucht (wetsvoorstel Ylieff, Stuk n° 549/1) en de regeling van de prostitutie (wetsvoorstel Dua) zullen later gevoerd worden maar mogen niet onmogelijk worden gemaakt.

*
* *

Mevrouw Merckx-Van Goey stelt met genoegen vast dat de verantwoording van het voorliggende wetsvoorstel geput werd uit de verslagen van de

recommandations de la commission d'enquête sur la traite des êtres humains.

La commission d'enquête avait en effet clairement choisi de s'attaquer au problème de la traite des êtres humains et à la pornographie infantile en modifiant le Code pénal.

L'intervenante se réjouit que la proposition de loi à l'examen prévoit également un suivi en matière de répression de la traite des êtres humains. Le rapport annuel au Parlement et la mission spéciale qui est dévolue au Centre pour l'égalité des chances et la lutte contre le racisme doivent permettre d'assurer ce suivi.

Mme Merckx-Van Goeij partage entièrement l'avis du précédent intervenant en ce qui concerne la nécessité d'une intervention policière coordonnée. La commission d'enquête avait d'ailleurs souligné cette nécessité dans ses recommandations.

La lutte contre la traite des êtres humains doit commencer par se fonder sur de bons choix politiques, qui doivent ensuite se concrétiser dans une politique de recherche et de poursuite efficace. Alors seulement, l'élargissement des possibilités d'incrimination de certains actes délictueux pourra entraîner une répression plus sévère de ceux-ci.

Mme Merckx-Van Goeij préconise une intervention rapide du législateur dans cette matière, même s'il faut se garder d'en surestimer l'impact vu que le phénomène de la traite des êtres humains a un important aspect économique lié aux disparités Nord-Sud et Est-Ouest.

Les recommandations formulées par la commission à cet égard restent d'actualité.

*
* *

En tant que rapporteuse de la commission d'enquête « Traite des êtres humains », Mme de T' Serclaes constate avec satisfaction que les conclusions de cette commission seront rapidement concrétisées dans des textes de loi.

Elle se réjouit en outre que le texte à l'examen permette d'entretenir l'intérêt pour le problème de la traite des êtres humains, qui était né grâce aux travaux de la commission d'enquête et qui a généré une certaine pression sur les autorités, et ce par le biais du rapport annuel au Parlement et de la mission particulière assignée au Centre pour l'égalité des chances et la lutte contre le racisme.

Il est apparu au cours de la discussion générale que la proposition de loi fait l'objet d'un consensus, bien que le texte puisse encore être amélioré sur le plan technique.

2. Intervention du vice-Premier ministre et ministre de la Justice

Le ministre de la Justice fait tout d'abord observer que si les développements de la proposition de loi

experten en de aanbevelingen van de onderzoekscommissie mensenhandel.

Het was inderdaad een duidelijke keuze van de onderzoekscommissie om de mensenhandel en de kinderpornografie door middel van wijzigingen in het Strafwetboek aan te pakken.

Spreekster verheugt zich er over dat het wetsvoorstel ook aandacht heeft voor de opvolging van de bestrijding van de mensenhandel. Het jaarlijkse verslag aan het Parlement enerzijds en de bijzondere opdracht aan het Centrum voor gelijke kansen en racismebestrijding anderzijds moeten die blijvende aandacht verzekeren.

Zoals de vorige spreker wijst ook Mevrouw Merckx-Van Goeij op de noodzaak van een gecoördineerd politietoetreden, een punt dat eveneens in de aanbevelingen van de onderzoekscommissie wordt vermeld.

De bestrijding moet beginnen bij goede beleidskeuzes die vervolgens geconcretiseerd worden in een degelijke opsporing en vervolging. Alleen dan zal de ruimere strafbaarstelling en de strengere bestraffing effect kunnen hebben.

Mevrouw Merckx-Van Goeij pleit voor meer wetgevend werk in deze materie, al dient men zich te hoeden voor een overschatting van de impact ervan. Het fenomeen mensenhandel heeft immers een belangrijke economische dimensie die te maken heeft met de Noord-Zuid en Oost-West-tegenstellingen.

De aanbevelingen die de onderzoekscommissie in dat verband formuleerde, blijven actueel.

*
* *

Als rapporteur van de onderzoekscommissie « mensenhandel » stelt Mevrouw de T' Serclaes met voldoening vast dat de conclusies van deze commissie spoedig in wetteksten zullen worden omgezet.

Tevens verheugt ze zich over het feit dat de voorliggende tekst de mogelijkheid biedt om de aandacht voor het probleem van de mensenhandel, die ontstaan was dank zij de werkzaamheden van de onderzoekscommissie en die gepaard ging met een zekere druk op de autoriteiten, zal bestendigen door middel van een jaarlijks verslag aan het Parlement en een bijzondere opdracht aan het centrum voor gelijkheid van kansen en voor racismebestrijding.

Uit de algemene bespreking is gebleken dat het wetsvoorstel op een consensus kan rekenen, al kan de tekst technisch nog worden bijgeschaafd.

2. Tussenkoms van de Vice-Eerste Minister en minister van Justitie

De minister van Justitie merkt allereerst op dat de toelichting van het wetsvoorstel zeer boeiend en am-

sont très intéressants et ambitieux, la proposition proprement dite n'offre qu'une solution partielle.

Il lui semble par ailleurs préférable de procéder de façon restreinte mais réaliste dans une première phase.

Le ministre approuve la priorité accordée à l'examen de cette proposition de loi et déclare qu'il soutient aussi, sans aucune réserve, cette initiative législative quant au fond. Toutefois, étant donné que la proposition de loi pose encore un certain nombre de problèmes sur le plan de la technique légistique, le ministre demande à la Commission d'envisager, éventuellement à un stade ultérieur, de consulter le Conseil d'Etat.

3. Repliques

M. Duquesne appuie la proposition du ministre de demander l'avis du Conseil d'Etat. Le droit pénal doit faire l'objet d'une interprétation stricte et il est dès lors normal que le pouvoir législatif s'entoure de certaines précautions lorsqu'il aborde cette matière.

M. Vande Lanotte ne voit, lui non plus, aucune objection à ce que l'on consulte le Conseil d'Etat, à condition que cette procédure n'hypothèque pas le respect du calendrier fixé et que l'avis ne soit demandé qu'après la discussion des articles, afin que le Conseil d'Etat puisse se prononcer également sur les amendements qui ont fait l'objet d'un consensus.

II. — DISCUSSION DES ARTICLES

Article 1^{er}

Paragraphe 1^{er}, 1^o

M. Vande Lanotte rappelle que la Commission d'enquête sur la traite des êtres humains a constaté que les dispositions législatives actuelles relatives à la prostitution ne permettaient pas de recouvrir toutes les hypothèses de traite des êtres humains. Face à cette lacune, l'article 1^{er} insère un nouvel article 77bis dans la loi du 15 décembre 1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers. Le paragraphe 1^{er} ne porte pas sur la question de savoir s'il s'agit d'une entrée ou d'un séjour légal ou illégal mais sur la manière dont il s'est passé. Le 1^o envisage l'hypothèse de la ruse, de la violence, de la menace ou de la contrainte. Le 2^o énumère quant à lui, des situations où les abus éventuels ne sont pas exclus mais sont jugés parfaitement inadmissibles. Dès lors, ces deux alinéas constatent ou supposent une certaine absence de liberté.

Les sanctions prévues sont très lourdes : dix à quinze ans de travaux forcés.

bitieux is maar dat het voorstel zelf een eerder partiële oplossing beoogt.

Het lijkt hem overigens ook beter om in een eerste fase beperkt maar realistisch te werken.

De minister steunt de prioriteit die aan de bespreking van dit wetsvoorstel wordt gegeven en verklaart dat hij ook ten gronde volledig achter dit wetgevend initiatief staat. Omdat het wetsvoorstel echter op wetstechnisch vlak nog een aantal problemen stelt, vraagt de minister dat de commissie, eventueel in een later stadium, de raadpleging van de Raad van State zou overwegen.

3. Replieken

De heer Duquesne steunt het voorstel van de minister om de Raad van State te raadplegen. Strafrecht moet strikt geïnterpreteerd worden en het is dan ook normaal dat voor het wetgevend werk in deze materie bepaalde voorzorgen moeten worden genomen.

Ook *de heer Vande Lanotte* heeft geen bezwaar tegen de raadpleging van de Raad van State op voorwaarde dat deze procedure de timing niet in het gedrang brengt en dat het advies pas na de artikelsgewijze bespreking gevraagd wordt, zodat ook de amendementen waarover een consensus werd bereikt, kunnen worden voorgelegd.

II. — ARTIKELSGEWIJZE BESPREKING

Artikel 1

Paragraaf 1, 1^o

De heer Vande Lanotte herinnert eraan dat de onderzoekscommissie inzake de mensenhandel heeft vastgesteld dat de vigerende wetsbepalingen inzake prostitutie niet alle vormen van mensenhandel kunnen regelen. Om dat te verhelpen, voert artikel 1 in de wet van 15 december 1980 betreffende de toegang tot het grondgebied, het verblijf, de vestiging en de verwijdering van vreemdelingen een nieuw artikel 77bis in. Paragraaf 1 gaat niet over de vraag of de toegang tot het grondgebied of het verblijf legaal dan wel illegaal zijn, maar wel over de toedracht ervan. Het 1^o regelt de gevallen waarin gebruik is gemaakt van list, geweld, bedreigingen of enige andere vorm van dwang. Het 2^o somt situaties op waarin eventuele misbruiken niet uitgesloten zijn, maar die als volstrekt ontoelaatbaar worden beschouwd. De twee voornoemde bepalingen constateren of veronderstellen een bepaald gebrek aan vrijheid.

De straffen zijn erg zwaar : tien tot vijftien jaar dwangarbeid.

Le ministre de la Justice émet deux observations :

1. le chapitre 1^{er} reprend des dispositions relatives à la traite des êtres humains même si le paragraphe 1^{er} ne l'indique pas. En conséquence, ce paragraphe ne vise pas seulement la prostitution ou l'exploitation sexuelle mais également l'exploitation purement économique, par exemple;

2. il y a lieu d'être attentif au problème de l'égalité des citoyens belges et des étrangers. Le paragraphe 1^{er} qui ne modifie que la loi du 15 décembre 1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers ne pose à cet égard aucun problème. Par contre, en matière de prostitution, l'égalité doit être totale vu qu'il n'est pas possible de permettre à des Belges ce qui est interdit pour des étrangers et inversement.

*
* *

M. Vande Lanotte dépose plusieurs amendements lors de l'ouverture de la discussion des articles.

Un amendement n° 1 (Doc. n° 1381/2) tend dans sa première partie à remplacer le mot « contribue » par « incite » étant donné que le mot « contribue » permet une définition trop extensive.

La seconde partie de cet amendement vise à compléter le 1° par les mots « à l'égard de l'étranger ». La ruse doit concerner l'étranger et non par exemple le fonctionnaire qui a permis l'entrée de l'étranger. En cas d'accord de cet étranger, il ne s'agit pas d'un cas de traite des êtres humains.

L'amendement n° 3 vise quant à lui à mettre les textes néerlandais et français en correspondance (Doc. n° 1381/2).

Les mots « d'une forme quelconque » doivent dans le texte français figurer à la fin de l'énumération.

Mme Stengers et M. Duquesne déposent un amendement n° 10 qui tend d'une part à remplacer le début du premier alinéa par les termes « quiconque permet ou facilite sciemment l'entrée » et d'autre part, à compléter le 1° par le cas des fausses promesses (Doc. n° 1381/3).

Mme Stengers explique que la formulation de l'amendement, en reprenant les termes « permet ou facilite sciemment », permet un champ d'application plus large.

Contrairement à *M. Vande Lanotte*, elle estime que le fonctionnaire qui a fourni un faux passeport doit également pouvoir être sanctionné par cet article.

De minister van Justitie maakt twee opmerkingen :

1. hoofdstuk 1 bevat bepalingen inzake mensenhandel, ook al blijkt dat niet uit paragraaf 1. Bijgevolg heeft die paragraaf niet alleen betrekking op prostitutie of seksuele uitbuiting, maar bijvoorbeeld ook op zuiver economische uitbuiting.

2. het probleem van de gelijkheid van Belgische burgers en vreemdelingen mag niet uit het oog worden verloren. Paragraaf 1, die de wet van 15 december 1980 betreffende de toegang tot het grondgebied, het verblijf, de vestiging en de verwijdering van vreemdelingen wijzigt, vormt op dit stuk geen probleem. Wat de prostitutie betreft, moet de gelijkheid evenwel volledig zijn, aangezien wat voor vreemdelingen verboden is, voor Belgen onmogelijk kan worden toegestaan, en omgekeerd.

*
* *

Bij het begin van de artikelsgewijze bespreking werden door de *heer Vande Lanotte* verschillende amendementen ingediend.

Het eerste deel van *amendement n° 1* (Stuk n° 1381/2) strekt ertoe het woord « bijdraagt » te vervangen door het woord « aanzet », aangezien het woord « bijdraagt » een te ruime definitie mogelijk maakt.

Het tweede deel van dat amendement strekt ertoe de woorden « 1° direct of indirect » te vervangen door de woorden « 1° ten opzichte van de vreemdeling direct of indirect ». De list moet betrekking hebben op de vreemdeling, en bijvoorbeeld niet op de ambtenaar die de vreemdeling de toegang heeft verleend. Indien die vreemdeling akkoord gaat, betreft het geen geval van mensenhandel.

Amendement n° 3 strekt ertoe de Nederlandse en de Franse tekst met elkaar in overeenstemming te brengen (Stuk n° 1381/2).

In de Franse tekst moeten de woorden « d'une forme quelconque » achteraan staan.

Mevrouw Stengers en de heer Duquesne dienen een amendement n° 10 in. Dat strekt enerzijds toe de aanvang van het eerste lid te vervangen door de woorden « Hij die het binnenkomen of het verblijf van een vreemdeling in het Koninkrijk wetens mogelijk maakt of vergemakkelijkt », en anderzijds het 1° aan te vullen met de woorden « valse beloften » (Stuk n° 1381/3).

Mevrouw Stengers legt uit dat dit amendement, dat de formulering « die wetens mogelijk maakt of vergemakkelijkt » invoert, het toepassingsveld van de bepaling uitbreidt.

In tegenstelling tot de *heer Vande Lanotte* is zij van oordeel dat de ambtenaar die een vals paspoort afgeeft, ook op grond van dit artikel met straf moet worden bedreigd.

M. Vande Lanotte précise que dans cet exemple, le fonctionnaire est coupable d'avoir fait un faux en écriture et d'avoir fait entrer illégalement un étranger (article 77 de la loi du 15 décembre 1980).

Si ce fonctionnaire n'a pas exploité l'étranger, il n'est pas coupable au titre de la traite des êtres humains et l'article 1^{er} ne lui est pas applicable.

Procurer un faux passeport ne signifie pas que l'on sait qu'il va servir à faire entrer un étranger contre son gré. Il faudra dès lors prouver que ce fonctionnaire a fait ce faux passeport pour faire entrer cet étranger contre sa volonté.

1. *Examen de notions « contribue »; « incite »; « permet ou facilite sciemment », « permet, facilite ou incite »*

M. Duquesne est d'avis qu'on se trouve devant un problème de terminologie.

Le recours aux termes « permet ou facilite sciemment » lui paraît plus conforme à la terminologie traditionnelle utilisée en droit pénal.

Mme de T^r Serclaes fait part des difficultés pratiques que l'amendement n° 10 peut susciter. Le terme « sciemment » rend l'application de la disposition plus difficile dans la mesure où le ministère public devra prouver cet élément.

M. Vande Lanotte estime quant à lui, que le terme « incite » est préférable vu qu'il rend compte de l'objectif poursuivi à savoir réprimer celui qui exerce une influence.

M. Duquesne rappelle que l'objectif poursuivi tend à donner au ministère public le plus grand nombre possible d'opportunités de poursuites. Dans ce cas, ne serait-il pas préférable de retenir les deux amendements à savoir « permet, facilite ou incite » ?

M. Verwilghen attire l'attention sur le fait qu'en matière pénale en particulier, la description de chaque mot a son importance. Il n'y a pas lieu dès lors de retenir le texte le plus large mais celui le plus clair, qui ne laisse place à aucune contestation. Il craint dès lors qu'en reprenant le terme « facilite », on ne connaisse la situation des Pays-Bas où la réglementation est si large qu'elle est devenue inapplicable dans la pratique. Il plaide dès lors pour que le texte le plus clair possible soit retenu.

Mme Dua partage cette observation. Il y a lieu d'être très prudent en cette matière. Si la proposition tend à viser tous les cas de traites des êtres humains, il ne faut néanmoins pas en faire une fourre-tout. Il ne faut pas confondre politique des étrangers et ré-

De heer Vande Lanotte précise que le fonctionnaire in dit voorbeeld schuldig is aan valsheid in geschrifte en aan het onwettig toegang verschaffen van een vreemdeling tot het land (artikel 77 van de wet van 15 december 1980).

Wanneer de betrokken ambtenaar de vreemdeling niet heeft geëxploiteerd, heeft hij zich niet schuldig gemaakt aan mensenhandel en is artikel 1 dan ook niet op hem van toepassing.

Het is niet omdat iemand een vals paspoort afgeeft, dat hij weet dat dit paspoort zal worden gebruikt om een vreemdeling tegen diens wil het land te doen binnenkomen. In dat geval moet worden bewezen dat de betrokken ambtenaar het valse paspoort heeft uitgereikt met de bedoeling de vreemdeling tegen zijn wil het land te doen binnenkomen.

1. *Bespreking van de woorden « bijdraagt tot », « aanzet tot », « wetens mogelijk maakt of vergemakkelijkt », « mogelijk maakt, vergemakkelijkt of daartoe aanzet »*

Volgens *de heer Duquesne* gaat het hier om een terminologisch probleem.

De woorden « wetens mogelijk maakt of vergemakkelijkt » lijken hem meer in overeenstemming met het traditionele woordgebruik in het strafrecht te zijn.

Mevrouw de T^r Serclaes wijst op de praktische moeilijkheden waartoe amendement n° 10 aanleiding kan geven. De term « wetens » maakt het moeilijker deze bepaling toe te passen, omdat het openbaar ministerie het bewijs voor dit aspect zal moeten leveren.

De heer Vande Lanotte acht de term « aanzetten tot » wenselijker, omdat deze rekening houdt met het beoogde doel, met name het bestraffen van degenen die invloed uitoefenen.

De heer Duquesne herinnert eraan dat het openbaar ministerie op grond van het beoogde doel over een zeer ruime beoordelingsmarge inzake vervolging beschikt. Verdient het dan ook niet de voorkeur dat de twee amendementen, en dus de formulering « mogelijk maakt, vergemakkelijkt of daartoe aanzet », worden aangenomen ?

De heer Verwilghen vestigt de aandacht op het feit dat vooral in het strafrecht de omschrijving van ieder woord van belang is. Daarom is het niet wenselijk dat wordt gekozen voor de formulering met de ruimste draagwijdte, maar wel voor de tekst die het duidelijkst is en die elke vorm van betwisting uitsluit. Hij vreest derhalve dat de term « vergemakkelijkt » tot een soortgelijke situatie als in Nederland zou leiden, waar de regelgeving zo ruim is dat ze in de praktijk niet meer werkbaar is. Hij pleit dan ook voor een zo duidelijk mogelijke tekst.

Mevrouw Dua sluit zich bij dit standpunt aan. Terzake is voorzichtigheid geboden. Het wetsvoorstel beoogt weliswaar alle gevallen van mensenhandel, maar het mag geen allegaartje worden. Vreemdelingenbeleid en bestrijding van de mensenhandel

pression de traite des êtres humains. A juste titre, la commission d'enquête sur la traite des êtres humains a considéré qu'il n'y avait de traite que lorsqu'il y avait eu usage de ruse, de violence, de menace ou de contrainte.

La proposition doit dès lors recevoir une application très stricte.

Suite à ces remarques, *M. Vande Lanotte* se demande si le texte originaire de la proposition qui retenait le mot « contribue » ne serait pas préférable. Ce terme est en outre complété par l'usage « à l'égard de l'étranger » d'une forme quelconque de ruse, de violence, de menace ou de contrainte. On ne peut parler de traite des êtres humains que vis-à-vis de cet étranger. La personne qui procure un faux passeport ne tombe pas sous le champ d'application de cet article.

M. Duquesne par contre, se déclare en faveur des termes « permet, facilite ou incite » qui ouvrent un champ d'application large mais néanmoins précis. Les conditions doivent en effet être comprises cumulativement : l'entrée sur le territoire doit être accompagnée de ruse, de violence ou de contrainte.

Trois exemples peuvent être donnés en ce qui concerne la première condition relative à l'entrée.

1. « Quiconque permet, » : la personne qui fournit un faux passeport permet l'entrée sur le territoire.

2. « facilite » : la personne qui utilise les possibilités offertes par la législation pour obtenir des visas touristiques facilite l'entrée pour un objectif qui ne correspond pas au motif de l'entrée.

3. « ou incite » : cette notion générale vise toute personne qui fait en sorte qu'un étranger vienne en Belgique par l'usage de ruse, de violence, de menace ou de contrainte.

En conséquence, cette proposition offre un maximum de possibilités au ministère public tout en étant précis.

Le Ministre de la Justice marque sa préférence pour le terme « contribue » plutôt qu'« incite » vu que par définition, une contribution est plus large.

M. Vande Lanotte estime également qu'il est préférable de retenir le terme « contribue » en raison de sa globalité. En retenant trois termes, on risque de susciter de nombreuses discussions quant au terme qui est applicable au cas d'espèce.

En conséquence, il retire la première partie de son amendement n° 1.

2. « Fausses promesses »

M. Vande Lanotte considère qu'il n'y a pas lieu d'ajouter ces termes « fausses promesses » vu leur caractère imprécis. Par ailleurs, ils ne figurent pas dans l'actuel arsenal juridique.

mogen niet met elkaar worden verward. De onderzoekscommissie inzake mensenhandel is er terecht van uitgegaan dat de kwalificatie « mensenhandel » slechts van toepassing is, wanneer er sprake is van list, geweld, bedreiging of dwang.

Het wetsvoorstel moet dan ook zeer strikt worden toegepast.

Ingevolge deze opmerkingen vraagt *de heer Vande Lanotte* zich af of de oorspronkelijke tekst van het wetsvoorstel, waarin het woord « bijdragen tot » wordt gehanteerd, niet de voorkeur verdient. Deze term wordt overigens aangevuld met de verwijzing naar het gebruik van list, geweld, bedreigingen of enige andere vorm van dwang « ten opzichte van de vreemdeling ». De kwalificatie « mensenhandel » is alleen van toepassing op de feiten tegen de vreemdeling gepleegd. Dit artikel is niet van toepassing op degene die een vals paspoort verschaft.

De heer Duquesne is daarentegen voorstander van de woorden « mogelijk maakt, vergemakkelijkt of daartoe aanzet », die een weliswaar ruime, maar toch precieze draagwijdte hebben. De genoemde voorwaarden moeten immers cumulatief worden begrepen : de binnenkomst op het grondgebied moet gepaard gaan met list, geweld of dwang.

Terzake van de eerste voorwaarde voor binnenkomst kunnen drie voorbeelden worden gegeven :

1. « Hij die ... mogelijk maakt » : degene die het valse paspoort afgeeft, maakt de binnenkomst op het grondgebied mogelijk.

2. « vergemakkelijkt » : degene die de wettelijke mogelijkheden tot het verkrijgen van een toeristenvissum gebruikt, vergemakkelijkt de binnenkomst voor een doel dat niet strookt met de opgegeven reden van binnenkomst.

3. « of aanzet tot » : met dat algemene begrip bedoelt men een ieder die ervoor zorgt dat een vreemdeling door list, geweld, bedreigingen of dwang naar België komt.

Dit voorstel biedt het openbaar ministerie derhalve een waaier van mogelijkheden en is tegelijk heel precies.

De minister van Justitie verkiest het woord « bijdraagt » boven « zet aan tot » omdat een « bijdrage » per definitie ruimer is.

Ook *de heer Vande Lanotte* geeft de voorkeur aan het woord « bijdraagt », omdat het algemener is. Mochten drie begrippen worden vermeld, dan dreigen heel wat disputen te ontstaan over de vraag welke uitdrukking voor elk geval afzonderlijk van toepassing is.

Hij trekt bijgevolg het eerste deel van zijn amendement n° 1 in.

2. « Valse beloften »

Volgens *de heer Vande Lanotte* is de toevoeging van de woorden « valse beloften » overbodig omdat die uitdrukking onduidelijk is. Voorts is dat begrip in het vigerende wettenarsenaal onbekend.

Suite à son voyage aux Philippines, *M. Duquesne* attire l'attention des membres sur le fait que les cas des fausses promesses se présentent beaucoup plus souvent que les cas de ruse ou de violence. Les fausses promesses doivent dès lors être reprises au 1°.

Mme Merckx-Van Goey craint qu'ici également, un problème de preuve ne se pose.

Comment un prévenu pourra-t-il prouver qu'il avait fait une réelle promesse mais qui n'a pu se réaliser en raison de l'un ou l'autre fait extérieur ?

M. Duquesne fait valoir que si une meilleure coopération judiciaire existait notamment avec les Philippines, la preuve pourrait être rapportée, ne serait-ce qu'en interrogeant les parents et les amis, sur les raisons qui ont poussé les personnes au départ. Le plus souvent, il s'agit de l'illusion de trouver notamment par le travail une situation meilleure en Europe.

La preuve des fausses promesses pourrait dès lors être rapportée.

Le ministre de la Justice fait remarquer que le problème des fausses promesses est difficile car au moment où elle est formulée, elle peut ne pas être fausse. Dire à quelqu'un qu'il peut venir en Belgique et qu'il bénéficiera du minimex, ne constitue pas une fausse promesse.

M. Verwilghen observe que le mot « ruse » tel qu'on le connaît dans le Code civil, n'existe pas dans le Code pénal. Le Code pénal retient quant à lui la notion de « manœuvres frauduleuses » (article 496). Le recours à cette notion permettrait de résoudre les difficultés évoquées en ce qui concerne les « fausses promesses » vu qu'elles impliquent une « mise en scène » qui est reconnue en tant que manœuvre frauduleuse. Il dépose dès lors un amendement n° 11 en ce sens (Doc. n° 1381/3).

Le représentant du ministre partage cet amendement tant en soulignant que les difficultés de la preuve subsisteront toujours, peu importe la terminologie utilisée.

M. Duquesne marque également son accord devant la solution proposée par *M. Verwilghen*.

En conséquence, il retire son amendement n° 10.

Paragraphe 1^{er}, 2°

M. Vande Lanotte admet que la remarque qui a été émise selon laquelle le mot « abuse » serait vague, est correcte. Il appartiendra au juge de la préciser. Cela étant, il dépose deux amendements de forme. Le premier tend à mettre la terminologie en concordance avec celle de l'article 376 du Code pénal (amendement n° 4, Doc. n° 1381/2). Le second vise à assurer la concordance entre le texte français et néerlandais par l'ajout du mot « hetzij » (amendement n° 5, Doc. n° 1381/2).

Mme Stengers remarque que le fait d'abuser de la situation financière n'apparaît pas dans le texte. Or

De heer Duquesne weist de leden erop dat hij uit zijn reis naar de Filippijnen heeft geleerd dat « valse beloften » veel vaker voorkomen dan het gebruik van list of geweld. De « valse beloften » behoren dus in het 1° te worden opgenomen.

Mevrouw Merckx-Van Goey vreest ook in dit verband problemen inzake de bewijslast.

Hoe kan een verdachte bewijzen dat hij een echte belofte heeft gedaan die ten gevolge van externe factoren evenwel niet ingelost kon worden ?

De heer Duquesne stipt aan dat, mocht met name met de Filippijnen een betere juridische samenwerking bestaan, dat bewijs kan worden geleverd, al was het maar door ouders en vrienden te vragen naar de redenen die deze mensen tot hun vertrek hebben aangezet. De droom om (onder meer via werk) een betere toekomst op te bouwen in Europa vormt meestal de drijfveer.

Op die manier kan het bewijs van « valse beloften » worden geleverd.

De minister van Justitie wijst op de moeilijkheden inzake het begrip « valse beloften » : het kan gebeuren dat beloften, op het tijdstip waarop ze worden gedaan, helemaal niet vals zijn. Wanneer iemand te horen krijgt dat hij naar België kan komen en daar recht heeft op het bestaansminimum, is dat geen valse belofte.

De heer Verwilghen stipt aan dat het begrip « list », zoals dat in het Burgerlijk Wetboek bestaat, niet voorkomt in het Strafwetboek, dat het in artikel 496 wel over « listige kunstgrepen » heeft. Dat begrip kan de voornoemde moeilijkheden met betrekking tot de valse beloften oplossen omdat die wijzen op een « enscenering » die beschouwd wordt als een listige kunstgreep. Hij dient derhalve een amendement n° 11 in die zin in (Stuk n° 1381/3).

De vertegenwoordiger van de minister is het met dat amendement eens, maar onderstreept dat er altijd problemen inzake bewijslast zullen rijzen, ongeacht de gehanteerde terminologie.

Ook *de heer Duquesne* is het met de door de heer Verwilghen voorgestelde oplossing eens.

Hij trekt bijgevolg zijn amendement n° 10 in.

Paragraaf 1, 2°

De heer Vande Lanotte is het eens met de opmerking dat de uitdrukking « misbruik maakt » onduidelijk is en hij meent dat het de taak van de rechter is daaromtrent uitsluitel te geven. Daarenboven dient hij twee formele amendementen in waarvan het eerste ertoe strekt de terminologie in overeenstemming te brengen met die van artikel 376 van het Strafwetboek (amendement n° 4, Stuk n° 1381/2); het tweede beoogt de overeenstemming tussen de Nederlandse en de Franse tekst door het woord « hetzij » toe te voegen (amendement n° 5, Stuk n° 1381/2).

Volgens *Mevrouw Stengers* komt uit de tekst niet naar voren dat misbruik wordt gemaakt van de fi-

généralement, la situation vulnérable est due au manque d'argent.

Le président propose de garder les termes « situation matérielle » plutôt que financière.

Mme de T' Serclaes suggère quant à elle de retenir la formule du Code pénal français qui parle de « situation de dépendance ».

Outre le fait que cette notion de dépendance est très vague, *M. Vande Lanotte* se déclare opposé à son insertion car il craint que la proposition ne devienne une législation à portée uniquement symbolique.

Paragraphe 1^{er}, dernier alinéa

M. Vande Lanotte dépose un amendement n° 6 qui tend à compléter la sanction prévue par des peines d'amendes (Doc. n° 1381/2). Il précise qu'il ne s'agit ni d'une peine alternative ni d'une peine supplémentaire.

M. Duquesne estime que la peine d'amende est la plus efficace en cette matière. Il rejoint dès lors cet amendement.

§§ 2 à 4

M. Vande Lanotte propose de supprimer le § 2. L'aggravation des peines prévue à ce paragraphe n'a guère de sens, étant donné que le § 1^{er} prévoit déjà des peines criminelles. La terminologie de cette disposition est d'ailleurs également obsolète.

En guise de conclusion, *M. Landuyt* et consorts présentent un amendement (n° 26 — Doc. n° 1381/5) visant à remplacer cet article par un nouvel article, qui fait l'objet d'un consensus au sein de la Commission.

Les amendements n°s 10 (de *M. Duquesne*), 1 et 3 (de *M. Vande Lanotte*), 11 (de *M. Verwilghen*) ainsi que 4, 5, 2 et 6 (de *M. Vande Lanotte*) sont retirés.

*
* *

L'amendement n° 26 de *M. Vande Lanotte* est adopté à l'unanimité et devient l'article 1^{er} du texte adopté.

Art. 2 et 3

Ces deux articles concernent la prostitution de mineurs : l'article 2 punit la prostitution de jeunes ayant entre 16 et 18 ans, tandis que l'article 3 traite de la prostitution de mineurs âgés de moins de 16 ans.

L'article 2 tend par ailleurs à fusionner les actuels articles 379 et 380 du Code pénal. Ce dernier article concernait plus spécialement le cas où la personne

nanciële position hoewel de kwetsbaarheid doorgaans aan geldgebrek te wijten is.

De voorzitter verkiest de uitdrukking « matériële positie » boven de woorden « financiële positie ».

Mevrouw de T' Serclaes geeft de voorkeur aan de uitdrukking « situation de dépendance » zoals die in het Franse Strafwetboek gebezigd wordt.

De heer Vande Lanotte vindt het begrip « afhankelijkheid » niet alleen erg onduidelijk, maar is zelfs gekant tegen de opname ervan in de tekst omdat hij vreest dat het voorstel anders aanleiding zou kunnen geven tot een wet met een louter symbolische strekking.

Paragraaf 1, laatste lid

De heer Vande Lanotte dient een amendement n° 6 in dat ertoe strekt de in uitzicht gestelde straf aan te vullen met geldboeten (Stuk n° 1381/2). Hij merkt daarbij op dat het hier niet om een alternatieve of een bijkomende straf gaat.

De heer Duquesne meent dat de geldboete in dit geval de efficiëntste straf is en hij is het dan ook eens met het amendement.

Paragrafen 2 tot 4

De heer Vande Lanotte stelt voor om § 2 weg te laten. De in deze paragraaf voorgestelde strafverzwaring heeft weinig zin aangezien § 1 reeds criminele straffen voorstelt. Overigens is ook de terminologie van deze bepaling verouderd.

Tot besluit van deze bespreking dient de heer *Landuyt* c.s. amendement n° 26 (Stuk n° 1381/5) in dat artikel 1 vervangt door een nieuw artikel, dat de consensus van de commissie wegdraagt.

De amendementen n°s 10 (de heer *Duquesne*), 1 en 3 (de heer *Vande Lanotte*), 11 (de heer *Verwilghen*), 4, 5, 2 en 6 (de heer *Vande Lanotte*) worden ingetrokken.

*
* *

Het amendement n° 26 van de heer *Vande Lanotte* c.s. wordt eenparig aangenomen en wordt artikel 1 van de aangenomen tekst.

Art. 2 en 3

Beide artikelen betreffen de prostitutie van minderjarigen : in artikel 2 wordt de prostitutie van jongeren tussen 16 en 18 jaar bestraft terwijl artikel 3 handelt over de prostitutie van minderjarigen die jonger zijn dan 16 jaar.

Artikel 2 beoogt tevens een fusie van de huidige artikelen 379 en 380 van het Strafwetboek. Laatstgenoemd artikel betrof specifiek het geval waarbij de

ayant attenté aux mœurs ignorait l'état du minorité du mineur par sa négligence. Cette hypothèse est à présent ajoutée à l'article 379, qui s'appliquera tant dans le cas où la personne susvisée connaissait l'état de minorité du mineur que dans le cas où elle l'ignorait par sa négligence.

L'amendement n° 7 de M. Vande Lanotte (Doc. n° 1381/2) va encore plus loin dans la mesure où il tend à supprimer les mots « dont l'état de minorité lui était connu » (article 379).

M. Vande Lanotte souligne que le parquet éprouve souvent des difficultés à prouver que l'état de minorité était connu. Si l'on supprime cette référence à la connaissance de l'état de minorité, la charge de la preuve incombera à l'intéressé qui devra prouver l'erreur invincible en ce qui concerne l'âge (par exemple, la production d'une fausse carte d'identité). L'amendement vise en outre à supprimer le § 2 de l'article 2, qui prévoyait la suppression des deuxième, troisième et quatrième alinéas de l'article 379. La suppression de ces dispositions créerait certaines lacunes.

L'amendement n° 12 du gouvernement (Doc. n° 1381/4) part du même principe que l'amendement n° 7 précité, mais y ajoute quelques corrections de texte.

Le représentant du ministre constate qu'il y a une anomalie entre les termes de l'article 2 et ceux de l'article 3. Les termes « embauché, entraîné, détourné ou retenu » sont considérés comme étant plus exigeants, pour pouvoir incriminer que les termes « excitant, facilitant ou favorisant ».

Il existe d'ailleurs une inégalité supplémentaire : le terme « corruption » disparaît de l'article 380 du Code pénal, mais pas de l'article 379 du même Code.

On profite en outre de l'occasion offerte par la modification des articles 379 et 380 du Code pénal, pour placer les mots « exciter, favoriser ou faciliter » dans un ordre correct et décroissant à l'article 379 du Code pénal, comme cela avait été fait lors de la réforme de l'article 380 du Code pénal.

Aussi le gouvernement présente-t-il un amendement qui comporte une vraie fusion des articles 379 et 380 du Code pénal.

M. Vande Lanotte retire son amendement n° 7 au profit de l'amendement du gouvernement.

M. Verwilghen profite de l'examen de cet article pour souligner qu'il existe une différence entre la Belgique et les Pays-Bas en ce qui concerne la tarification des peines appliquées en matière de traite des êtres humains.

Par comparaison avec les peines que prévoit la loi hollandaise du 9 décembre 1993, les peines prévues par la proposition de loi à l'examen sont extrêmement lourdes.

M. Vande Lanotte répond que cet article concerne en particulier la prostitution des mineurs et que de

staat van minderjarigheid ingevolge nalatigheid niet bekend was. Die hypothese wordt toegevoegd in artikel 379 dat zowel toepasselijk zal zijn wanneer de staat van minderjarigheid bekend is als wanneer de staat van minderjarigheid ingevolge nalatigheid niet bekend is.

Het amendement n° 7 van de heer Vande Lanotte (Stuk n° 1381/2) gaat nog een stap verder en stelt voor om de zinsnede « wiens staat van minderjarigheid hem bekend is » (artikel 379) weg te laten.

De heer Vande Lanotte legt uit dat het parket vaak moeilijkheden ondervindt om het bewijs te leveren dat de staat van minderjarigheid gekend was. Als de verwijzing naar de kennis van de minderjarigheid wordt weggelaten, ligt de bewijslast bij de betrokkene die een onoverkomelijke dwaling aangaande de leeftijd moet aantonen (bijvoorbeeld een valse identiteitskaart). Het amendement strekt er tevens toe § 2 van artikel 2, dat de schrapping van het tweede tot vierde lid van artikel 379 voorstelt, weg te laten. Als deze bepalingen worden geschrapt, zouden een aantal leemten ontstaan.

Het amendement n° 12 van de regering (Stuk n° 1381/4) heeft hetzelfde uitgangspunt als het hoger voorgestelde amendement n° 7 maar voegt er een aantal tekstuele verbeteringen aan toe.

De vertegenwoordiger van de minister stelt vast dat er een soort anomalie bestaat tussen de terminologie van artikel 2 en die van artikel 3. De woorden « aanwerven, meenemen, wegbrengen of bij zich houden » worden beschouwd als moeilijker te bestraffen dan de woorden « opwekken, vergemakkelijken of begunstigen ».

Bovendien ontstaat er een bijkomende ongelijkheid : de term « het bederf » verdwijnt uit artikel 380 van het Strafwetboek, doch niet uit artikel 379 van het Strafwetboek.

De wijzigingen van de artikelen 379 en 380 van het Strafwetboek worden tevens aangegrepen om de woorden « opwekken, begunstigen of vergemakkelijken » in hun juiste en dus dalende volgorde te plaatsen in artikel 379 van het Strafwetboek, zoals dit trouwens gebeurd is bij de wijziging van artikel 380 van het Strafwetboek.

Daarom stelt de regering een amendement voor dat een werkelijke fusie inhoudt van de artikelen 379 en 380 van het Strafwetboek.

De heer Vande Lanotte trekt zijn amendement n° 7 in ten voordele van het regeringsamendement.

De heer Verwilghen grijpt dit artikel aan om te wijzen op het verschil tussen de strafmaat die in België en in Nederland voor de mensenhandel worden toegepast.

In vergelijking met de straffen die worden voorzien in de recente Nederlandse wet van 9 december 1993 zijn de in dit wetsvoorstel voorgestelde straffen uiterst zwaar.

De heer Vande Lanotte antwoordt dat dit artikel in het bijzonder de prostitutie van minderjarigen be-

lourdes peines se justifient parfaitement dans ce contexte.

Le président attire l'attention sur certaines différences entre les textes français et néerlandais de l'amendement n° 12 du gouvernement.

Dans la version néerlandaise, la mention de l'âge de 16 ans accomplis figure dans le *premier* alinéa, alors que dans la version française, cette mention figure dans le *deuxième* alinéa.

Les versions française et néerlandaise diffèrent également en ce qui concerne la concordance des temps aux deuxième, troisième et quatrième alinéas.

Le représentant du ministre précise que cette absence de concordance des temps n'a aucune incidence sur le plan du contenu et qu'elle existe également dans la version actuelle de l'article 379.

On pourrait toutefois saisir l'occasion pour apporter quelques corrections d'ordre linguistique.

La commission marque son accord sur cette proposition.

Le gouvernement présente enfin un amendement (n° 13, Doc. n° 1381/4) tendant à supprimer l'article 380 du Code pénal. Cet article doit être supprimé par suite de la fusion des articles 379 et 380 actuels en un nouvel article 379 du Code pénal. L'amendement présenté est un corollaire de l'amendement n° 12 du gouvernement examiné ci-avant.

*
* *

Pour ce qui est de la discussion de l'amendement n° 8 de M. Vande Lanotte (Doc. n° 1381/2), il est renvoyé à la discussion de l'article 4.

*
* *

L'amendement n° 12 du gouvernement est adopté à l'unanimité et devient l'article 2 du texte adopté.

L'amendement n° 13 du gouvernement est adopté à l'unanimité et devient l'article 3 du texte adopté.

Art. 4

Amendements

M. Vande Lanotte présente l'amendement n° 8 (Doc. n° 1381/2) tendant à remplacer entièrement l'article 380bis (et non l'article 380, comme le mentionne le document) par une disposition nouvelle qui modifie et complète l'article 380bis.

Le gouvernement présente trois sous-amendements (n°s 14, 15 et 16, Doc. n° 1381/4) à ce texte.

L'amendement n° 14 tend à augmenter l'amende prévue par cet article, afin d'éviter une disparité trop

treft en dat zware straffen in die context volledig verantwoord zijn.

De voorzitter maakt de leden attent op enkele verschillpunten in de Nederlandse en de Franse tekst van het amendement n° 12 van de regering.

De verwijzing naar de leeftijd van zestien jaar staat in de Nederlandse tekst in het *eerste* en in de Franse tekst in het *tweede* lid.

Ook inzake het gebruik van de tijden stemmen de twee taalversies van het tweede, derde en vierde lid niet overeen.

De vertegenwoordiger van de minister legt uit dat de discordantie geen invloed heeft op inhoudelijk vlak en reeds voorkwam in de huidige tekst van artikel 379.

Deze gelegenheid kan echter aangegrepen worden om enkele tekstcorrecties aan te brengen.

De commissie stemt met dit voorstel in.

De regering stelt ten slotte het amendement n° 13 voor (Stuk n° 1381/4) dat de opheffing beoogt van artikel 380 van het Strafwetboek. Het artikel moet wegvallen ingevolge de samenvoeging van de huidige artikelen 379 en 380 onder een nieuw artikel 379 van het Strafwetboek. Dat is een logisch gevolg van het vroeger uiteengezette amendement n° 12 van de regering.

*
* *

Voor de bespreking van amendement n° 8 van de heer Vande Lanotte (Stuk n° 1381/2) wordt verwezen naar de bespreking van artikel 4.

*
* *

Het amendement n° 12 van de regering wordt eenparig aangenomen en wordt artikel 2 van de aangenomen tekst.

Het amendement n° 13 van de regering wordt eenparig aangenomen en wordt artikel 3 van de aangenomen tekst.

Art. 4

Amendementen

De heer Vande Lanotte heeft amendement n° 8 (Stuk n° 1381/2) ingediend dat artikel 380bis (en niet artikel 380 zoals vermeld op het gedrukte stuk) volledig vervangt door een nieuwe tekst die tegelijk artikel 380bis aanpast en aanvult.

De regering heeft op deze tekst drie subamendementen ingediend (n°s 14, 15 en 16, Stuk n° 1381/4).

Amendement n° 14 beoogt de verhoging van de geldboete die in dit artikel werd voorzien. Dit was

grande avec les autres amendes prévues par la proposition de loi.

L'amendement n° 15 du gouvernement tend à réduire la peine prévue pour la tentative d'infraction.

Le représentant du ministre explique qu'il n'est pas logique de prévoir le même emprisonnement minimal pour la tentative de commettre l'infraction que pour l'infraction commise. Il propose dès lors de réduire cette peine.

Les amendes sont par ailleurs adaptées en fonction des augmentations proposées dans l'amendement n° 14.

L'amendement n° 16 du gouvernement tend à apporter une correction purement technique : au § 3, il y a lieu de remplacer les mots « un emprisonnement » par les mots « des travaux forcés ».

Mme de T^r Serclaes propose encore une petite modification de forme du § 1^{er}, 3°, qui commence par une disposition générale relative à l'exploitation de la débauche et poursuit en citant le cas spécifique de la location de chambres.

Son *sous-amendement n° 20* (Doc. n° 1381/5) vise à scinder cette disposition en un 3° concernant la location de chambres et un 4° relatif à l'exploitation de la débauche « de quelque autre façon que ce soit ».

Exploitation

Mme de T^r Serclaes souligne qu'au départ, les auteurs de la proposition de loi souhaitaient viser le proxénétisme mais que cette option n'a finalement pas été retenue.

Elle craint que ce choix n'ait pour conséquence qu'il soit désormais plus difficile d'apporter la preuve de l'exploitation.

Mme Hirsch, qui a été entendue en qualité d'expert par la Commission d'enquête sur la traite des êtres humains, a analysé la jurisprudence bruxelloise et est parvenue à la conclusion qu'il était inopportun de supprimer purement et simplement le délit de proxénétisme.

M. Vande Lanotte répond que le texte de l'article 380bis, 3°, est actuellement interprété de manière très extensive, de sorte que la seule fait de *cohabiter* avec une prostituée est déjà sanctionné comme du proxénétisme.

Afin de combattre cette interprétation, le texte proposé met l'accent sur « l'exploitation » de la prostitution.

Mme Merckx-Van Goey craint également que des difficultés n'apparaissent au niveau de l'administration de la preuve.

Elle rappelle que selon la jurisprudence actuelle, il n'est pas nécessaire que le souteneur participe personnellement à l'exploitation de la prostitution ou de la débauche (Cass. 28 février 1979, Pas. 1979 I, 778).

La modification proposée de la loi n'aura-t-elle pas pour effet qu'une condamnation ne sera possible que

nodig omdat er anders een discrepantie zou kunnen ontstaan met de andere boetes die in het wetsvoorstel worden voorzien.

Amendement n° 15 van de regering verlaagt de straf die wordt voorzien voor de poging.

De vertegenwoordiger van de minister legt uit dat het niet logisch is om dezelfde minimumgevangenisstraf te bepalen voor het voltrokken misdrijf als voor de poging en hij stelt dan ook voor om die straf te verminderen.

Tevens worden de geldboetes aangepast aan de verhogingen die in amendement n° 14 werden voorgesteld.

Amendement n° 16 van de regering betreft een zuiver technische correctie : in § 3 moet het woord « gevangenisstraf » vervangen worden door het woord « dwangarbeid ».

Mevrouw de T^r Serclaes stelt nog een kleine vormwijziging van § 1, 3° voor, dat aanvat met een algemene bepaling over de exploitatie van ontucht en vervolgt met een verwijzing naar het specifieke geval van het verhuren van kamers.

In haar *subamendement n° 20* (Stuk n° 1381/5) wordt deze bepaling gesplitst in een 3° betreffende de verhuring van kamers en een 4° over het « op enige andere wijze exploiteren van ontucht ».

Exploitatie

Mevrouw de T^r Serclaes wijst erop dat de indieners van het wetsvoorstel oorspronkelijk het souteneurschap hadden willen behouden maar dat deze optie uiteindelijk niet werd gevolgd.

Zij vreest dat deze keuze tot gevolg zou kunnen hebben dat het bewijs van de exploitatie voortaan moeilijker zal kunnen geleverd worden.

Mevrouw Hirsch die als deskundige is opgetreden voor de onderzoekscommissie mensenhandel, heeft de rechtspraak in Brussel geanalyseerd en is daarbij tot het besluit gekomen dat het eenvoudig schrappen van het souteneurschap niet aangewezen is.

De heer Vande Lanotte antwoordt dat de tekst van artikel 380bis, 3° momenteel zeer ruim wordt geïnterpreteerd wat tot gevolg heeft dat het *samenleven* met een prostituée reeds als souteneurschap wordt bestraft.

Om die toepassing tegen te gaan legt de voorgestelde tekst de klemtoon op het « exploiteren » van de prostitutie.

Ook *mevrouw Merckx-Van Goey* vreest bewijsmoeilijkheden.

Zij herinnert eraan dat het volgens de huidige rechtspraak niet vereist is dat de souteneur persoonlijk aan de uitbating van het prostitutie- of ontuchthuis deelneemt (Cass. 28 februari 1978, Pas. 1979 I, 778).

Zal de voorgestelde wetswijziging niet tot gevolg hebben dat een veroordeling slechts mogelijk is als

s'il est prouvé que l'intéressé participe activement à l'exploitation ?

M. Vande Lanotte souligne que la modification du texte tend uniquement à éviter que la cohabitation avec une prostituée soit sanctionnée et qu'elle ne peut avoir d'autre implication.

En réponse à Mme Merckx-Van Goey, il renvoie au 2° de cet article, qui traite de l'exploitation d'une maison de débauche.

Il y a donc une nette distinction entre le 2° et le 3°.

Le représentant du ministre renvoie à la jurisprudence qui dispose ce qui suit :

« Est souteneur au sens du 3° (de l'article 380bis), celui qui vit, en tout ou en partie, aux dépens d'une personne dont il exploite la prostitution; est dès lors fondé en droit, l'arrêt constatant que le produit de la prostitution a servi au moins en partie au paiement de ses dettes ou de celles de son épouse (Cass. n° 1772, 7 octobre 1981); même si son train de vie peut être assuré au moyen d'autres revenus (Cass., 2 avril 1980, Pas., 1980, I, 964; Arr. Cass., 1980, 982).

Mme Dua et M. Vande Lanotte maintiennent que le seul fait de vivre avec une prostituée ne peut justifier des poursuites. Toute autre conception reviendrait à dénier aux prostituées le droit d'avoir une vie familiale et aurait pour effet de les marginaliser.

Mme Dua estime du reste qu'il est illogique de sanctionner la cohabitation avec une personne qui ne commet pas de fait punissable, la prostitution n'étant pas punissable en soi.

M. Coveliers prend l'exemple d'une personne qui vit avec une prostituée, est au chômage et ne peut prétendre à des allocations de chômage. Le CPAS pourrait refuser toute aide à cette personne parce que le ménage dispose déjà d'un revenu. L'intéressé, qui devra vivre du produit de la prostitution, est-il passible de poursuites ?

M. Vande Lanotte répond que dans ce cas théorique, le cohabitant pourrait être poursuivi.

Il ressort toutefois de la jurisprudence analysée par la commission d'enquête parlementaire que le proxénétisme n'est poursuivi que si la femme elle-même porte plainte.

Dans la pratique, il s'agira de déterminer au cas par cas si l'intéressé « exploite » (ou « profite ») ou s'il « cohabite », ce qui procure évidemment aussi un avantage économique (non punissable).

Un gain excessif

Le représentant du ministre fait en outre observer le manque de concordance entre la notion de « gain dont le montant excède la normale » (§ 1^{er}, 3°) et

ook bewezen kan worden dat de betrokkene een actieve rol in de exploitatie vervult ?

De heer Vande Lanotte onderstreept dat de tekstwijziging alleen beoogt te vermijden dat het « samenleven » met een prostituée bestraft wordt en dat die wijziging geen verdere implicaties mag hebben.

In antwoord op mevrouw Merckx-Van Goey verwijst hij naar het 2° van dit artikel dat het uitbaten van een ontuchthuis betreft.

Er is dus een duidelijk onderscheid tussen het 2° en 3°.

De vertegenwoordiger van de minister verwijst naar de rechtspraak waarin het volgende wordt bepaald :

« Is souteneur volgens het 3° (van artikel 380bis), hij die geheel of ten dele leeft op kosten van een persoon van wie hij de prostitutie exploiteert, zodat naar recht is verantwoord, het arrest dat vaststelt dat de opbrengsten van de prostitutie tenminste voor een deel gediend hebben voor de betaling van zijn schulden en die van zijn echtgenote (Cass., n° 1772, 7 oktober 1981); zelfs indien zijn levenswijze door andere inkomsten kan bekostigd worden (Cass., 2 april 1980, Pas., 1980, I, 964; Arr. Cass., 1980, 982).

Mevrouw Dua en de heer Vande Lanotte blijven bij het standpunt dat het samenleven met een prostituée geen aanleiding tot vervolging mag zijn. Een andere aanpak zou aan de prostituées een gezinsleven ontzeggen en hen bijgevolg ernstig marginaliseren.

Volgens mevrouw Dua is het ten andere onlogisch om het samenleven met een persoon die geen strafbaar feit pleegt — prostitutie op zich is niet strafbaar — te bestraffen.

De heer Coveliers legt het geval voor van een persoon die samenleeft met een prostituée, werkloos is en geen aanspraak kan maken op werkloosheidsvergoeding. Het OCMW zou steun aan deze persoon kunnen weigeren omwille van het feit dat het gezin reeds een inkomen heeft. Is de betrokkene, die zal moeten leven van de opbrengst van de prostitutie, strafbaar ?

De heer Vande Lanotte antwoordt dat de samenwonende in dat (theoretische) geval zou kunnen vervolgd worden.

Uit de door de parlementaire onderzoekscommissie bestudeerde rechtspraak is evenwel gebleken dat het souteneurschap alleen vervolgd wordt als de vrouw zelf een klacht indient.

Het zal er voor de rechtspraktijk op aan komen om voor elk geval afzonderlijk de grens te bepalen tussen het « exploiteren » (of « profiteren ») en het « samenleven », wat uiteraard ook (geen strafbaar) economisch voordeel oplevert.

Abnormale opbrengst

De vertegenwoordiger van de minister merkt nog op dat het concept « abnormale opbrengst » (§ 1, 3°) niet overeenstemt met artikel 2 van de Conventie

l'article 2 de la Convention de New York du 21 mars 1950, qui a été ratifiée par la Belgique.

M. Vande Lanotte réplique que la proposition de loi à l'examen s'inscrit dans le droit fil de la jurisprudence de la Cour de cassation. Interprété correctement, le texte implique qu'un gain « normal » ne peut pas être considéré comme une forme d'exploitation au sens de l'article 2 de la Convention.

Le texte à l'examen n'a pas non plus pour objectif de réglementer la prostitution. La disposition proposée a pour objet d'élargir autant que faire se peut le champ d'application d'un élément intéressant de la jurisprudence de la Cour de cassation, en vertu duquel l'incrimination est liée à la réalisation d'un gain anormalement élevé.

Cette disposition permettra aux associations d'aide aux prostituées qui le souhaitent, de couper l'herbe sous le pied des souteneurs en louant des chambres à des prix raisonnables.

Il se peut du reste que le bailleur ne sache pas que la chambre qu'il donne en location est utilisée à des fins de prostitution.

Plusieurs membres rétorquent que la notion de « gain dont le montant excède la normale » est sujette à interprétation et que l'on contournera la loi en faisant payer au noir une partie du loyer. Si le caractère « anormal » doit être prouvé par comparaison avec les prix pratiqués dans le quartier, le loyer particulièrement élevé qui est la règle dans les quartiers où travaillent les prostituées ne pourra pas être considéré comme anormal !

M. Vande Lanotte fait observer qu'il ressort de la jurisprudence de la cour de cassation que le gain réalisé ne peut pas être comparé avec les prix pratiqués dans le quartier, mais que des critères plus généraux doivent être appliqués.

La commission d'enquête a souscrit à cette jurisprudence et a décidé d'entériner cette hypothèse de travail en l'inscrivant dans la loi.

Le représentant du ministre propose de lier le caractère répréhensible à la connaissance du fait que la chambre est utilisée à des fins de prostitution.

Mme Dua s'oppose à cet ajout, qui aurait pour conséquence que les prostituées éprouveraient de sérieuses difficultés à exercer leur profession.

M. Vande Lanotte répond que la Commission d'enquête n'a pas voulu faire figurer l'élément « connaissance » dans le texte, afin d'éviter des difficultés au niveau de l'administration de la preuve. Aussi des gains excessifs sont-ils déjà considérés comme une preuve suffisante.

*
* *

Les sous-amendements n^{os} 14 du gouvernement, 20 de *Mme de T' Serclaes*, 15 et 16 du gouvernement ainsi que l'amendement n^o 8 de *M. Vande Lanotte*

van New York van 21 maart 1950, die door België werd geratificeerd.

De heer Vande Lanotte antwoordt dat het wetsvoorstel aansluit bij de rechtspraak van het Hof van Cassatie. De tekst moet geïnterpreteerd worden in de zin dat een normale opbrengst (huurprijs) niet als « exploitatie » kan worden beschouwd in de zin van artikel 2 van de Conventie.

De tekst strekt er evenmin toe de prostitutie te reglementeren. Met deze bepaling wordt getracht om een ruimere toepassing te geven aan een interessant element uit de rechtspraak van het Hof van Cassatie die de strafbaarheid verbindt aan het realiseren van een abnormale opbrengst.

Aldus wordt een mogelijkheid gecreëerd voor verenigingen die, in het kader van hulpverlening aan prostituées, souteneurs de pas willen afsnijden door kamers te verhuren aan een redelijke prijs.

Overigens is het ook mogelijk dat een verhuurder helemaal niet weet dat de kamer die hij verhuurt voor prostitutie wordt gebruikt.

Sommige leden werpen op dat het begrip « abnormale opbrengst » voor interpretatie vatbaar is en dat de wet zal omzeild worden door een gedeelte van de huurprijs in het zwart te doen betalen. Als een « abnormale opbrengst » moet aangetoond worden aan de hand van een vergelijking met de in de buurt gebruikelijke prijzen zal de bijzonder hoge huurprijs die de regel is in buurten waar prostituées werkzaam zijn, niet als abnormaal beschouwd worden !

De heer Vande Lanotte antwoordt dat volgens de Cassatierechtspraak de opbrengst niet vergeleken moet worden met de prijzen in de buurt, maar dat meer algemene criteria moeten toegepast worden.

De onderzoekscommissie heeft die rechtspraak positief geëvalueerd en heeft beslist om die « werk-piste » ook in de wetgeving te bevestigen.

De vertegenwoordiger van de minister stelt voor dat de strafbaarheid zou gekoppeld worden aan « het weten » dat de kamer voor prostitutie gebruikt wordt.

Mevrouw Dua verzet zich tegen deze toevoeging die tot gevolg zou hebben dat prostituées ernstige moeilijkheden zullen ondervinden om hun beroep te kunnen uitoefenen.

De heer Vande Lanotte antwoordt dat de onderzoekscommissie het element « weten » niet in de tekst heeft willen opnemen om bewijsmoeilijkheden te vermijden. Daarom worden excessieve winsten reeds als een voldoende bewijs beschouwd.

*
* *

De subamendementen n^{os} 14 van de regering, 20 van *mevrouw de T' Serclaes*, 15 en 16 van de regering alsmede het amendement n^o 8 van de

sont adoptés à l'unanimité et deviennent l'article 4 du texte adopté par la commission.

L'amendement n°9 de M. Vande Lanotte est retiré.

Art. 4bis

Le gouvernement présente un amendement (n° 17, Doc. n° 1381/4) visant à abroger l'article 381 du Code pénal.

Le représentant du ministre justifie l'abrogation de cet article par le fait que l'augmentation des peines qui y est prévue n'a plus de sens dès lors que la proposition de loi prévoit déjà des peines criminelles. Qui plus est, la terminologie de cet article est désuète.

L'amendement est adopté à l'unanimité.

Les articles 4bis et 5, qui tendent tous deux à abroger des articles du Code pénal, sont fusionnés dans le texte adopté par la Commission.

Art. 5

Cet article ne donne lieu à aucune observation et est adopté à l'unanimité.

Art. 6

Cet article concerne la formation de bandes qui constitue une circonstance aggravante.

L'amendement n° 21 de M. Vande Lanotte (Doc. n° 1381/5) tend à apporter une correction technique et à préciser le texte de l'article. Le but était en effet uniquement de retenir la formation de bandes en tant que circonstance aggravante pour les infractions très graves en matière de traite des êtres humains et de prostitution de mineurs visées aux articles 379 et 380bis, §§ 3 et 4. La référence à ces articles est adaptée.

L'amendement n° 21 et l'article 6, ainsi modifié, sont adoptés à l'unanimité.

Art. 7

Le gouvernement présente un amendement technique (n° 18) (Doc. n° 1381/4) tendant à supprimer, dans l'article 382 du Code pénal, le renvoi aux articles qui sont abrogés par la loi proposée.

L'amendement n° 18 et l'article 7, ainsi modifié, sont adoptés à l'unanimité.

heer Vande Lanotte worden eenparig aangenomen en worden artikel 4 van de door de commissie aangenomen tekst.

Het amendement n° 7 van de heer Vande Lanotte wordt ingetrokken.

Art. 4bis

De regering heeft amendement n° 17 ingediend (Stuk n° 1381/4) dat de weglating beoogt van artikel 381 van het Strafwetboek.

De vertegenwoordiger van de minister meent dat de weglating van dit artikel verantwoord is omdat de strafverhoging waarin dit artikel voorzagt geen zin meer heeft aangezien het wetsvoorstel reeds criminele straffen vaststelt. Bovendien is de terminologie van het artikel verouderd.

Het amendement wordt eenparig aangenomen.

De artikelen 4bis en 5, die beiden opheffingen van artikelen uit het strafwetboek beogen, worden samengevoegd in de tekst aangenomen door de commissie.

Art. 5

Dit artikel geeft geen aanleiding tot bespreking en wordt eenparig aangenomen.

Art. 6

Dit artikel betreft de bendevoorming als verzwarende omstandigheid.

Het amendement n° 21 (Stuk n° 1381/5) van de heer Vande Lanotte beoogt een technische verbetering en een precisering van de tekst. Het was immers alleen de bedoeling om de bendevoorming als verzwarende omstandigheid in aanmerking te nemen voor de zeer ernstige misdrijven van mensenhandel en prostitutie van minderjarigen, omschreven in de artikelen 379 en 380bis, paragrafen 3 en 4. De verwijzing naar de artikelen wordt aangepast.

Amendement n° 21 en het aldus gewijzigde artikel 6 worden eenparig aangenomen.

Art. 7

Het technisch amendement n° 18 van de regering (Stuk n° 1381/4) schrapt in artikel 382 de verwijzing naar artikelen die door dit wetsvoorstel worden opgeheven.

Het amendement n° 18 alsmede het gewijzigde artikel 7 worden eenparig aangenomen.

Art. 8

Cet article règle la confiscation spéciale. Cette disposition est calquée sur celles de la loi concernant les stupéfiants.

L'article 8 est adopté à l'unanimité.

CHAPITRE 2

Pornographie infantine

Art. 9

Le gouvernement présente un amendement (n° 19) tendant à remplacer l'article 385bis.

Le représentant du ministre estime que le concept « contenant la représentation d'actes sexuels » n'est pas suffisamment large.

Par exemple, les films ou les photos qui montrent en détail ou « en close-up » les parties génitales d'enfants ne tombent pas sous cette incrimination.

Bien que cela puisse paraître excessif, l'intervenant estime que même la « détention » de pornographie infantine devrait être incriminée, bien entendu avec une peine plus légère que celle prévue pour le distributeur ou l'importateur. Il conviendrait d'ajouter un nouveau paragraphe 2 à l'article 385bis du Code pénal. Cette incrimination serait un moyen supplémentaire pour étancher le marché.

D'ailleurs l'idée de punir le « consommateur » n'est pas neuve. On la retrouve dans la loi du 24 février 1921 concernant les stupéfiants. La loi du 26 mars 1993 (qui modifie la loi du 14 août 1986 relative à la protection des animaux) prévoit même que celui qui participe, en tant que spectateur à des combats d'animaux ou à des exercices de tir sur animaux, est punissable.

Mme Merckx-Van Goey déclare pouvoir souscrire à l'approche plus rigoureuse proposée par l'amendement du gouvernement. Le texte proposé par le gouvernement est également plus précis en ce qui concerne l'âge de la victime.

L'intervenante soutient par conséquent cet amendement.

*
* *

L'amendement n° 19 du gouvernement (Doc. n° 1381/4) est adopté à l'unanimité et devient l'article 9 du texte adopté par la Commission.

Art. 8

Het artikel regelt de bijzondere verbeurdverklaring. Deze bepaling is gealigneerd op de drugwet.

Artikel 8 wordt eenparig aangenomen.

HOOFDSTUK 2

Kinderpornografie

Art. 9

De regering heeft amendement n° 19 ingediend dat de vervanging van het voorgestelde artikel 385bis beoogt.

Volgens de vertegenwoordiger van de minister is het concept « die een afbeelding bevatten van seksuele handelingen » niet ruim genoeg.

Bijvoorbeeld de films of foto's waarop in detail of « close-up » de genitaliën van kinderen worden afgebeeld vallen niet onder deze strafbaarstelling.

Het lijkt misschien verregaand maar zelfs het louter bezit van kinderpornografie dient bestraft te worden, zij het dan met een straf die lichter is dan die van de producent of verdeler. Vandaar dat het zou aangewezen zijn dit in een nieuwe paragraaf 2 te plaatsen van het artikel 385bis van het Strafwetboek. Deze bestraffing wordt een extra middel om de markt lam te leggen.

Bovendien is het idee om de « gebruiker-bezitter » te straffen, ook terug te vinden in andere wetgevingen. Zie bijvoorbeeld de wet van 24 februari 1921 op de verdoovende middelen. De wet van 26 maart 1993 (die de wet van 14 augustus 1986 op de dierenbescherming wijzigt) bepaalt zelfs dat ook toeschouwers van diereengevechten of schietoefeningen op dieren worden gestraft.

Mevrouw Merckx-Van Goey zegt te kunnen instemmen met de strengere aanpak die door het regeringsamendement wordt voorgesteld. De regerings tekst is ook preciezer met betrekking tot de leeftijd van het slachtoffer.

De spreekster steunt het amendement.

*
* *

Het amendement n° 19 van de regering (Stuk n° 1381/4) wordt eenparig aangenomen en wordt artikel 9 van de door de Commissie aangenomen tekst.

CHAPITRE 3

Extra-territorialité

Art. 10

Cet article ne donne lieu à aucune observation et est adopté à l'unanimité.

CHAPITRE 4

Inspection du travail

Art. 11

Le représentant de la ministre de l'Emploi et du Travail estime que cet article attribue des pouvoirs trop étendus aux inspecteurs sociaux.

Ces fonctionnaires ont pour mission de constater les infractions à la législation sociale. Ils n'ont pas été nommés pour constater des infractions au Code pénal.

L'attribution aux inspecteurs sociaux du pouvoir d'ordonner la fermeture d'entreprises constituerait également une innovation. A l'heure actuelle, ce pouvoir n'appartient en effet qu'à certains fonctionnaires (ingénieurs, médecins) de l'inspection du travail.

Mme Dua n'est pas non plus favorable à cet article. Les infractions au Code pénal (articles 379 et 380bis, et non 380quater ainsi que le prévoit erronément le texte) et à l'article 77bis de la loi sur les étrangers doivent être constatées par les services de police ordinaires.

L'intervenante souligne par ailleurs qu'un contrôle du respect de la législation sociale n'a aucun sens tant que les prostituées n'auront pas de statut social. Le contrat de travail avec l'« employeur » est en effet illégal et, par définition, non conforme à la législation.

MM. Coveliers et Verwilghen se rallient à ce point de vue.

Mme de T' Serclaes plaide pour le maintien du type d'approche spécifique prévu par cet article.

Cette disposition permet en effet de s'attaquer à la traite des êtres humains, qui est souvent difficile à prouver, par le biais des violations flagrantes de la législation sociale, qui sont relativement faciles à prouver.

Mme Merckx-Van Goey rappelle que, dans son rapport, la commission d'enquête parlementaire s'est prononcée explicitement en faveur d'une approche de la prostitution axée sur le contrôle du respect de la législation sociale.

Elle cite le passage suivant :

« Cela implique concrètement que les services de l'inspection sociale (ministère de l'Emploi et du Travail et ministère des Classes moyennes) doivent con-

HOOFDSTUK 3

De extraterritorialiteit

Art. 10

Dit artikel geeft geen aanleiding tot bespreking en wordt eenparig aangenomen.

HOOFDSTUK 4

Arbeidsinspectie

Art. 11

De vertegenwoordiger van de Minister van Arbeid en Tewerkstelling meent dat het artikel te veel bevoegdheid toekent aan de sociale inspecteurs.

De opdracht van deze ambtenaren bestaat uit het vaststellen van inbreuken op de sociale wetgeving. Ze zijn niet aangesteld om overtredingen van de strafwet vast te stellen.

Ook de bevoegdheid om ondernemingen te doen sluiten zou nieuw zijn voor de sociale inspecteurs. Momenteel wordt deze bevoegdheid slechts aan een aantal ambtenaren (ingenieurs, artsen) van de arbeidsinspectie toegekend.

Mevrouw Dua is evenmin voorstander van dit artikel. De inbreuken op de strafwet (artikelen 379 en 380bis en niet 380quater zoals verkeerdelijk in de tekst vermeld) en op artikel 77bis van de vreemdelingenwet, moeten door de gewone politiediensten worden vastgesteld.

Spreekster voert nog aan dat een controle op de toepassing van de sociale wetgeving helemaal geen zin heeft zolang de prostituée geen sociaal statuut heeft. Het arbeidscontract met de « werkgever » is immers illegaal en per definitie niet conform met de wetgeving.

De heren Coveliers en Verwilghen treden dit standpunt bij.

Mevrouw de T' Serclaes pleit voor het behoud van de bijzondere wijze van bestrijding die in dit artikel wordt voorgesteld.

Deze bepaling biedt een mogelijkheid om de mensenhandel, die vaak moeilijk te bewijzen is, aan te pakken via het relatief gemakkelijk te verkrijgen bewijs van flagrante inbreuken op de sociale wetgeving.

Mevrouw Merckx-Van Goey herinnert eraan dat de parlementaire onderzoekscommissie zich in haar verslag uitdrukkelijk heeft uitgesproken voor een sociaalrechtelijke aanpak van de prostitutie.

Zij citeert :

« Concreet houdt dit in dat de sociale inspectiediensten (ministerie van Tewerkstelling en Arbeid en ministerie van Middenstand), in afspraak met de par-

trôler systématiquement, en concertation avec les parquets et conformément aux directives de la commission, le respect de la législation sociale dans ce secteur. La commission est consciente que cette mesure peut nécessiter l'engagement de personnel supplémentaire, mais souligne que ces contrôles auront également des retombées qui peuvent compenser largement ces engagements supplémentaires. Des glissements sociaux (passage du statut de salarié à celui d'indépendant) ne sont également pas à exclure dans une première phase.

Il ne fait aucun doute que ces contrôles ne seront efficaces que si les moyens d'action juridiques le sont également. Bien que l'on ait renforcé récemment les dispositions relatives au travail au noir, en général, à l'occupation clandestine d'étrangers en séjour illégal dans notre pays, en particulier, la Commission estime que l'on aurait dû prévoir la possibilité de fermer les établissements concernés. D'autres services d'inspection ont ce pouvoir, dont l'utilité est déjà apparue clairement. »

(Rapport de Mmes Merckx-Van Goey et de T^r Serclaes, Doc. n° 673/7, p. 93).

Même si la commission décidait de modifier l'article et de prévoir qu'il faut attendre l'intervention du pouvoir judiciaire, il faudrait au moins conférer à l'inspection sociale le pouvoir d'imposer une mesure conservatoire de fermeture provisoire.

M. Vande Lanotte plaide, lui aussi, en faveur du maintien de cet article. Il importe que l'on puisse intervenir rapidement et efficacement contre les infractions à la législation sociale qui sont constatées dans le cadre de la prostitution et de la traite des êtres humains. Il est en effet notoire que le milieu n'attend pas le résultat de poursuites pénales et qu'il déplace ses activités sur un autre terrain et jouit ainsi de l'impunité.

Répondant à Mme Dua, qui a fait observer que cela n'a pas de sens d'exercer un contrôle social sur une occupation qui est déjà prohibée en soi, M. Vande Lanotte précise que l'intervention des inspecteurs sociaux doit être considérée comme une mesure purement conservatoire.

Il ne sera en effet pas possible d'infliger une amende administrative.

Cette approche présente l'avantage que l'établissement peut être fermé en attendant la décision de la juridiction répressive. Cet élément est essentiel, parce que c'est là la façon la plus efficace de toucher les contrevenants.

M. Verwilghen constate que l'inspection sociale ne peut intervenir à l'égard des prostituées qui travaillent pour leur propre compte.

M. Vande Lanotte rétorque que le cabinet du ministre des Classes moyennes examine la possibilité de prendre des mesures analogues à l'égard des prostituées indépendantes.

Mme Dua fait observer que cette procédure ne vise que les établissements qui ne sont pas en règle avec la législation sociale.

ketten en overeenkomstig de door de commissie gesuggereerde richtlijn, systematisch het naleven van de sociale wetgeving in deze sector moeten controleren. De commissie is er zich van bewust dat dit extra personeel kan inhouden, maar wijst erop dat deze controles ook een terugvloei-effect zullen hebben die de extra mankracht ruimschoots kan compenseren. In een eerste fase is ook niet uit te sluiten dat zich sociale verschuivingen voordoen, waarbij van loontrekkende naar zelfstandige wordt geëvolueerd.

Deze controles zullen ongetwijfeld maar efficiënt zijn als de juridische actiemiddelen dat ook zijn. Alhoewel recentelijk strengere bepalingen met betrekking tot zwartwerk in het algemeen en zwartwerk van illegaal in ons land verblijvende vreemdelingen werden aangenomen, meent de commissie dat aan deze maatregelen de mogelijkheid ontbreekt om de betrokken instelling te sluiten. Andere inspectiediensten hebben deze bevoegdheid wel en het nut ervan is reeds duidelijk gebleken. »

(Verslag van mevrouw Merckx-Van Goey en mevrouw de T^r Serclaes, Stuk n° 673/7, blz. 93).

Zelfs als de commissie zou besluiten om het artikel te wijzigen in de zin dat de tussenkomst van de rechterlijke macht moet worden afgewacht, dan zou de sociale inspectie toch minstens de bevoegdheid moeten krijgen om een bewarende maatregel van voorlopige sluiting op te leggen.

Ook de heer Vande Lanotte pleit voor het behoud van dit artikel. Van belang is dat snel en efficiënt kan opgetreden worden tegen inbreuken op de sociale wetgeving die in het kader van prostitutie en mensenhandel worden vastgesteld. Het is immers een gekend fenomeen dat het milieu het resultaat van een strafrechtelijke vervolging niet afwacht maar zijn actieterrein gewoon verlegt en zodoende aan elke vorm van bestraffing ontsnapt.

In antwoord op de opmerking van mevrouw Dua, die wees op het zinloze van een sociale controle op een tewerkstelling die op zich reeds verboden is, zegt de heer Vande Lanotte dat het optreden van de sociale inspecteurs als een zuiver bewarende maatregel moet worden beschouwd.

Er zal inderdaad geen administratieve boete kunnen worden opgelegd.

Het voordeel van deze aanpak is echter dat de inrichting gesloten kan worden in afwachting van de strafrechtelijke uitspraak. Vooral dat is van belang, want het is de meest efficiënte manier om de wets-overtreders te treffen.

De heer Verwilghen stelt vast dat de sociale inspectie niet kan optreden voor prostituées die op zelfstandige basis werken.

De heer Vande Lanotte antwoordt dat het kabinet van de minister van Middenstand een gelijkaardige maatregel voor zelfstandige prostituées onderzoekt.

Mevrouw Dua merkt op dat deze procedure alleen de inrichtingen viseert die niet in orde zijn met de sociale wetgeving.

M. Vande Lanotte répond que le bourgmestre (qui doit veiller au maintien de l'ordre public) peut également ordonner la fermeture).

Mme Merckx-Van Goey suggère de contourner les difficultés évoquées par le représentant du ministre de l'Emploi et du Travail en habilitant non pas les inspecteurs, mais le ministre à saisir le président du tribunal du travail d'une requête en cessation de l'activité illégale.

L'amendement n° 27 (Doc. n° 1381/5) présenté par *Mme Merckx-Van Goey* s'inspire de la procédure qui a été inscrite par l'article 14, 2°, de la loi du 1^{er} juin 1993 (occupation illégale d'étrangers) dans la loi du 16 novembre 1972 sur l'inspection du travail.

*
* *

L'amendement n° 27 de *Mme Merckx-Van Goey* est adopté par 13 voix contre une et devient l'article 11 du texte adopté par la Commission.

CHAPITRE 5

Exécution et suivi de la loi

Art. 12

M. Coveliers formule des objections à l'égard du § 5 de cet article, qui confère aux organismes d'intérêt public et aux ASBL le droit d'ester en justice. Par suite de cette disposition, qui au demeurant porte atteinte au principe de l'unité des poursuites, le ministère public pourrait négliger la poursuite de ces infractions, du fait que d'autres instances seraient également compétentes pour prendre des initiatives en la matière.

Un même droit a déjà été conféré par d'autres lois (notamment celle sur la lutte contre le racisme) et l'intervenant estime que cette évolution n'est pas positive. Il suggère que les instances politiques évaluent à un moment donné l'influence de telles dispositions sur la politique en matière de poursuites.

Mme Dua formule des critiques à propos de la définition, trop large à son gré, de la notion de traite des êtres humains.

M. Vande Lanotte réplique que cette définition est utile en vue notamment de l'élaboration du rapport annuel que le gouvernement est tenu de déposer en vertu de l'article 13. Une définition trop restrictive de l'infraction rendrait en outre impossible l'accueil des victimes de la traite des êtres humains qui ne peuvent pas prouver l'existence du délit en tant que tel.

Afin de répondre à la critique formulée par *Mme Dua*, *M. Vande Lanotte* propose de n'appliquer la définition au sens large que dans le cadre du chapitre qui concerne l'exécution et le suivi de la loi.

De heer Vande Lanotte repliceert dat ook de burgemeester (handhaving van de openbare orde) de sluiting kan bevelen.

Mevrouw Merckx-Van Goey suggereert dat de moeilijkheden die door de vertegenwoordiger van de minister van Tewerkstelling en Arbeid werden opgeworpen kunnen omzeild worden door niet de inspecteurs maar de minister bevoegd te maken om de stopzetting van de onwettige activiteit te in te leiden bij de voorzitter van de arbeidsrechtbank.

Het amendement n° 27 (Stuk n° 1381/5) dat door *mevrouw Merckx-Van Goey* wordt ingediend is geïnspireerd op de procedure die door artikel 14, 2° van de wet van 1 juni 1993 (illegale tewerkstelling van vreemdelingen) in de wet van 16 november 1972 op de arbeidsinspectie werd ingeschreven.

*
* *

Het amendement n° 27 van mevrouw Merckx-Van Goey wordt aangenomen met 13 tegen 1 stem en wordt artikel 11 van de aangenomen tekst.

HOOFDSTUK 5

Uitvoering en opvolging van de wet

Art. 12

De heer Coveliers heeft bezwaar tegen de vijfde paragraaf van dit artikel dat een vorderingsrecht toekent aan de instellingen van openbaar nut en aan VZW's. Deze bepaling doet afbreuk aan het principe van de eenheid van vervolging en zou er kunnen toe leiden dat het openbaar ministerie de vervolgingen van deze misdrijven zou gaan verwaarlozen omdat ook andere instanties de bevoegdheid krijgen om terzake initiatieven te nemen.

Die machtiging wordt ook in andere wetten gegeven (onder meer in de wet op de bestrijding van het racisme) en is volgens hem geen goede evolutie. Het lid stelt voor dat de beleidsinstanties op een bepaald ogenblik de invloed van dergelijke bepalingen op het vervolgingsbeleid zouden evalueren.

Mevrouw Dua heeft kritiek bij de definitie van mensenhandel die volgens haar te ruim is.

De heer Vande Lanotte antwoordt dat die definitie ondermeer nuttig is voor het jaarlijks verslag dat in artikel 13 aan de regering wordt opgelegd. Een strikte definitie zou tevens de opvang onmogelijk maken van slachtoffers van mensenhandel, die het delict als dusdanig niet kunnen bewijzen.

De heer Vande Lanotte stelt voor om de kritiek van mevrouw Dua op te vangen door de ruime definitie alleen toe te passen voor het hoofdstuk dat de uitvoering en de opvolging van de wet betreft.

Concrètement, il s'agit des quatre points suivants :

1. l'accueil des victimes;
2. la mission confiée au Centre pour la lutte contre le racisme;
3. l'octroi d'un droit d'action aux organismes d'intérêt public;
4. le rapport annuel.

En conclusion de la discussion, *M. Vande Lanotte* présente un amendement (n° 23, Doc. n° 1381/5) visant à apporter la modification susvisée au texte de la proposition de loi.

Mme Dua présente l'amendement n° 22 visant à restreindre la définition de la notion de traite des êtres humains (Doc. n° 1381/5).

*
* *

L'amendement n° 22 de *Mme Dua* est rejeté par 10 voix contre une et 3 abstentions.

L'amendement n° 23 de *M. Vande Lanotte* et l'article 12 ainsi modifié sont adoptés à l'unanimité.

Art. 13

Cet article concerne le rapport que le gouvernement sera tenu de faire annuellement sur l'application de la loi.

L'amendement n° 24 de *M. Vande Lanotte* (Doc. n° 1381/5) tend à préciser que ce rapport annuel doit être fait au *Parlement*.

L'amendement n° 24 de *M. Vande Lanotte* et l'article 13, ainsi modifié, sont adoptés à l'unanimité.

CHAPITRE 6

Disposition modificative

Art. 14

Cet article concerne la formation de bande.

M. Vande Lanotte constate que cet article pourrait faire l'objet de critiques, du fait que les infractions visées aux articles 380 et 380bis, §§ 1^{er}, 1°, 2 et 3 du Code pénal et à l'article 77bis de la loi du 15 décembre 1980 doivent (notamment) être considérées comme des attentats contre les personnes et les propriétés.

La Commission reconnaît qu'il faut éviter une énumération exemplative dans les textes pénaux.

M. Vande Lanotte propose de supprimer cet article.

Le but poursuivi pourrait tout aussi bien être atteint en faisant figurer le contenu de cet article dans

In concreto gaat het om de vier volgende punten :

1. opvang van de slachtoffers;
2. opdracht aan het Centrum voor racismebestrijding;
3. vorderingsrecht van de instellingen van openbaar nut;
4. jaarverslag.

Tot besluit van de bespreking dient *de heer Vande Lanotte* amendement n° 23 in (Stuk n° 1381/5) dat de door het hoger voorgestelde wijziging in de tekst aanbrengt.

Mevrouw Dua dient amendement n° 22 in dat een engere definitie van het begrip mensenhandel voorstelt (Stuk n° 1381/5).

*
* *

Het amendement n° 22 van *mevrouw Dua* wordt verworpen met 10 tegen 1 stem en 3 onthoudingen.

Het amendement n° 23 van *de heer Vande Lanotte* alsmede het gewijzigde artikel 12 worden eenparig aangenomen.

Art. 13

Dit artikel betreft het door de regering uit te brengen jaarlijks verslag over de toepassing van deze wet.

Het amendement n° 24 van *de heer Vande Lanotte* (Stuk n° 1381/5) preciseert dat het jaarverslag aan het *Parlement* moet worden uitgebracht.

Het amendement n° 24 van *de heer Vande Lanotte* alsmede het gewijzigde artikel 1 worden eenparig aangenomen.

HOOFDSTUK 6

Wijzigingsbepaling

Art. 14

Dit artikel betreft de bendevorming.

De heer Vande Lanotte stelt vast dat op dit artikel kritiek kan worden uitgebracht omdat de misdrijven die in de artikelen 380, 380bis, §§ 1, 1°, 2 en 3 en in artikel 77bis van de wet van 15 december 1980 worden bedoeld (onder meer) als een aanslag op personen en eigendommen moeten worden beschouwd.

De Commissie is het erover eens dat een exemplatieve opsomming in strafrechtelijke teksten moeten vermeden worden.

De heer Vande Lanotte stelt voor om het artikel te doen wegvallen.

Het beoogde doel kan evengoed worden bereikt door de inhoud van dit artikel in het verslag op te

le rapport. Ainsi, l'applicabilité de l'article 322 serait confirmée, sans que d'autres procédures puissent être hypothéquées.

L'article 14 est rejeté à l'unanimité.

Art. 15 (nouveau)

M. Vande Lanotte présente un amendement (n° 25 — Doc. n° 1381/5) dont l'objet se rapproche de celui du projet de loi relatif à la protection de la vie privée contre les écoutes, la prise de connaissance et l'enregistrement de communications et de télécommunications privées (Doc. n° 1450/1), qui a déjà été adopté par le Sénat et par la présente Commission.

Afin de ne pas retarder inutilement le vote du projet il propose que, dans la proposition à l'examen, on ajoute à la liste des infractions, dans le cadre desquelles les écoutes téléphoniques peuvent être autorisées, les infractions qui impliquent une violation de l'article 77bis de la loi sur les étrangers. Son amendement vise à compléter l'article 90ter du Code d'instruction criminelle qui autorisée déjà les écoutes téléphoniques dans le cadre des infractions définies aux articles 379 et 380 du Code pénal.

L'amendement n° 25 de M. Vande Lanotte est adopté à l'unanimité.

*
* *

L'ensemble de la proposition de loi est adopté par 13 voix et une abstention.

Le Rapporteur,

R. LANDUYT

Le Président,

Y. YLIEFF

nemen. Zodoende zal de toepasbaarheid van artikel 322 worden bevestigd zonder dat andere procedures worden gehypothecerd.

Artikel 14 wordt eenparig verworpen.

Art. 15 (nieuw)

De heer Vande Lanotte stelt een amendement n° 25 voor (Stuk n° 1381/5) dat verband houdt met het wetsontwerp ter bescherming van de persoonlijke levenssfeer tegen het af luisteren, kennisnemen en opnemen van privé- en telecommunicatie, dat reeds door de Senaat en ook door deze commissie werd aangenomen (Stuk n° 1450/1).

Om de stemming van dat ontwerp niet nodeloos te vertragen, stelt hij voor dat voorliggend wetsvoorstel de lijst van de misdrijven waarvoor af luisteren kan toegestaan worden, zou uitbreiden tot de misdrijven die een overtreding inhouden van artikel 77bis van de vreemdelingenwet. Zijn amendement stelt een aanvulling van artikel 90ter van het Wetboek van Strafvordering, dat af luisteren reeds toelaat voor de in de artikelen 379 en 380bis van het Strafwetboek omschreven misdrijven.

Het amendement n° 25 van de heer Vande Lanotte wordt eenparig aangenomen.

*
* *

Het gehele wetsvoorstel wordt aangenomen met 13 stemmen en 1 onthouding.

De Rapporteur,

R. LANDUYT

De Voorzitter,

Y. YLIEFF